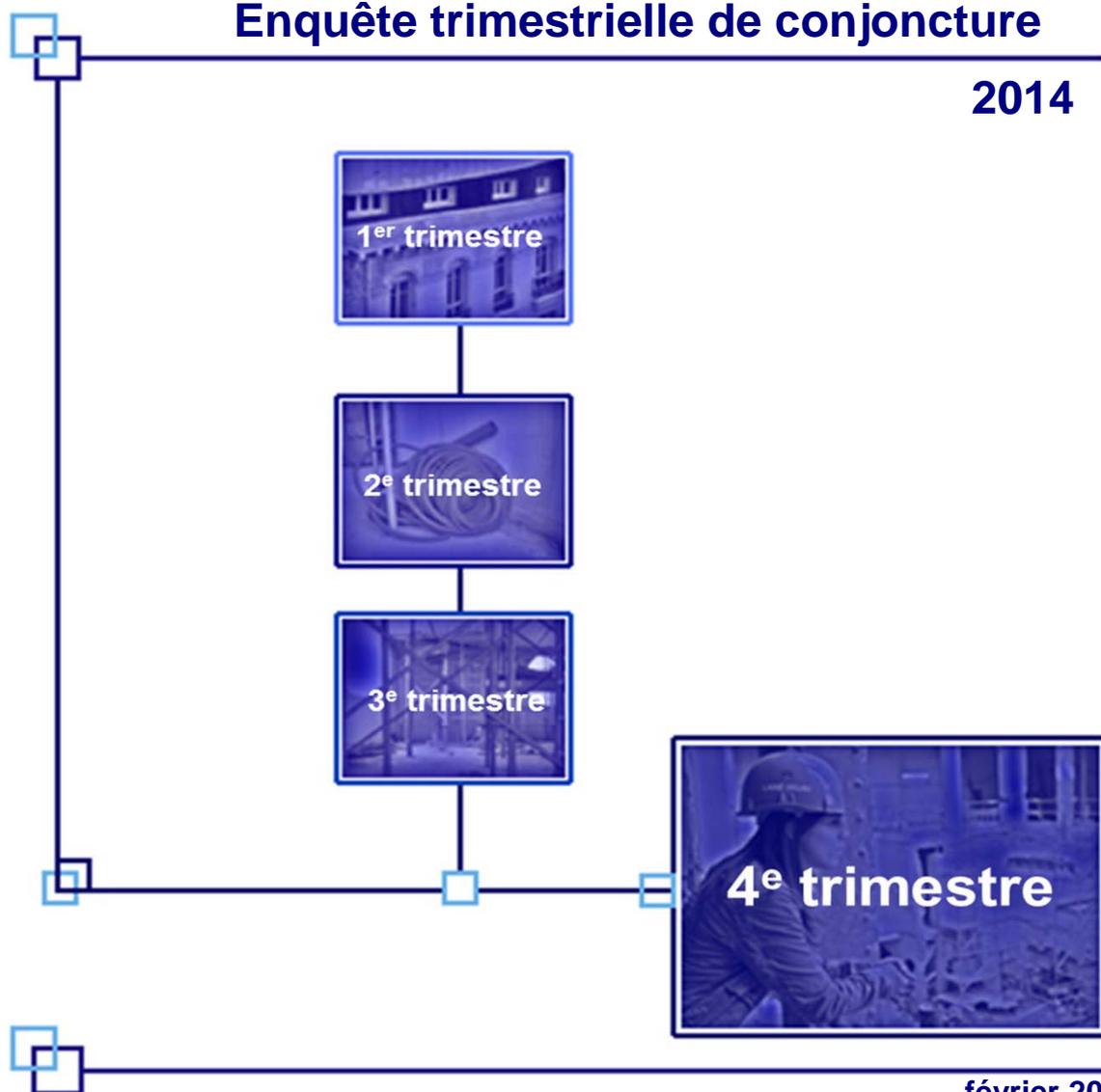


## Enquête trimestrielle de conjoncture

2014



février 2015 - n°152

# ENQUETE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE

## Quatrième trimestre 2014

Opinions émises par les entrepreneurs à l'enquête trimestrielle de conjoncture comparées à celles des 3e trimestre 2014 et 4e trimestre 2013

		Ensemble des corps d'état	Gros Œuvre	Menuiserie Bois	Couverture Plomberie Etancheite	Métallerie	Genie Climatique Isolation	Peinture Finitions	Electricité
Ensemble de l'activité	Par rapport au trimestre écoulé	↗	↗	↘	↗	↘	↗	↘	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↘	↘	↘	↘	↘	→
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↘	↘	↘	→	↘	↘
Le logement neuf	Par rapport au trimestre écoulé	↗	↗	↘	↘	↘	↗	↘	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↗	↘	↘	↗	↘	→
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↗	↘	↘	↘	↘	↘
Les locaux non résidentiels neufs	Par rapport au trimestre écoulé	↘	↘	↘	↘	↘	↘	↘	↘
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↗	↘	↘	↘	↘	↘
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↗	↘	↘	↘	↘	↘
L'entretien-amélioration	Par rapport au trimestre écoulé	→	↗	↘	↗	↗	↘	↘	↗
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	↗	↘	→	↘	↘	↘	↗
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↘	↘	↗	↘	↘	↘
Opinion sur les carnets de commandes	Par rapport au trimestre écoulé	→	→	↘	↗	↘	↗	↘	→
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↘	↘	↘	↘	↘	↗
Prévisions de prix	Par rapport au trimestre écoulé	↘	↘	↘	↗	↗	↘	↘	→
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↗	↘	↘	↘	↘	↘
Trésorerie	Par rapport au trimestre écoulé	↗	↗	↘	→	↘	↗	→	→
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↘	↘	↘	↗	↘	↘
Prévisions d'investissements	Par rapport à l'année précédente	↘	↘	→	↘	↘	↗	↘	↘
Les effectifs	Par rapport au trimestre écoulé	→	↗	↘	↗	↘	↗	↘	↘
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↘	↘	↗	↘	↘	↘
	Pour le trimestre à venir / même trimestre de l'année précédente	↘	↘	↗	→	↘	↘	↘	↘
Tendance générale prévue de l'activité du Bâtiment	Par rapport au trimestre écoulé	↘	→	↘	↘	↗	→	↘	↘
	Par rapport au même trimestre de l'année précédente	↘	→	↘	↘	↘	↘	↘	↘

Cette enquête est réalisée par la Direction des Affaires Economiques et Juridiques de la FFB Grand Paris en liaison avec la FFB Région Ile-de-France Yvelines Essonne Val d'Oise et la FFB Ile-de-France Est.

FFB Grand Paris  
10, rue du Débarcadère  
75852 Paris Cedex 17  
Tél : 01 40 55 10 57 et 10 52  
Fax : 01 40 55 10 64

FFB Région Ile-de-France  
Yvelines-Essonne-Val d'Oise  
23, rue du Général de Gaulle  
78560 Le Port Marly  
Tél : 01 39 58 28 91

FFB Ile-de-France Est  
45, rue Nouvelle  
77002 Melun Cedex  
Tél : 01 64 87 66 00

	L'activité au cours du quatrième trimestre 2014	L'activité prévue pour le premier trimestre 2015
<b>Activité</b>	<p><b>L'activité des entreprises s'est fortement dégradée au quatrième trimestre 2014.</b> A -21, le solde d'opinion correspondant remonte de 4 points tout en restant inférieur de 17 points à sa moyenne sur 10 ans. <b>Le ralentissement de l'activité, continu depuis plus de deux ans, s'est fortement accentué au second semestre 2014.</b></p> <p>L'activité s'est légèrement redressée sur les <b>chantiers privés</b> tout en restant nettement inférieure à la normale tandis que l'activité sur les chantiers publics s'est de nouveau fortement repliée.</p> <p><b>Le niveau des soldes d'opinion par corps d'état</b> montre que l'ensemble des corps d'état enregistre un repli de l'activité à l'exception du Génie Climatique-Isolation. Les soldes d'opinion progressent dans le Gros Œuvre, la Couverture-Plomberie-Etanchéité et l'Electricité. Néanmoins, le niveau de ces soldes d'opinion reste nettement inférieur à leurs moyennes sur 10 ans.</p> <p><b>L'activité est contrainte pour 69% des entreprises</b> (+2 points par rapport au trimestre précédent). Les entreprises dont l'activité est contrainte citent <b>l'insuffisance de commandes</b> comme le principal obstacle à l'accroissement de l'activité. <b>Les contraintes financières</b> sont également une préoccupation majeure.</p>	<p><b>Les résultats de l'enquête de conjoncture laissent augurer une activité très dégradée pour le premier trimestre 2015.</b> Le solde d'opinion des chefs d'entreprise concernant <b>les perspectives d'activité de leur entreprise</b> pour le premier trimestre 2015 s'établit à -37, niveau le plus bas atteint depuis 1996 par le solde d'opinion relatif aux perspectives d'activité. Entre l'enquête du premier et celle du quatrième trimestre 2014, il a perdu 26 points.</p> <p>Les perspectives d'activité sont moroses tant sur <b>les chantiers publics</b> que sur <b>les chantiers privés</b>.</p> <p><b>Le niveau des soldes d'opinion par corps d'état</b> montre que l'ensemble des corps d'état a des perspectives d'activité dégradées. Par rapport au trimestre précédent, l'ensemble des corps d'état enregistre une baisse de leur solde d'opinion à l'exception de la Métallerie et du Gros Œuvre.</p> <p><b>Le carnet de commandes moyen</b> baisse de -0,6 mois pour s'établir à 5 mois. Il est inférieur à sa moyenne sur 10 ans (5,1 mois) pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2011. 61% (+3 points) des entrepreneurs jugent que leur carnet de commandes est inférieur à la normale. Cette part a progressé de 16 points en un an.</p> <p><b>Les prix</b> sont attendus en baisse pour le premier trimestre 2015 par 46% des sondés (+7 points).</p>
<b>Construction neuve</b>	<p>Le solde d'opinion concernant l'activité des entreprises sur <b>le marché de la construction neuve de logements</b> s'établit à -37. Il remonte de 9 points tout en restant inférieur de 15 points à sa moyenne sur 10 ans (-22). Le solde d'opinion concernant l'activité des entreprises sur <b>le marché de la construction neuve de locaux</b> a perdu 23 points en deux trimestres consécutifs.</p>	<p>Les perspectives d'activité sur <b>le marché de la construction neuve (logements et locaux)</b> sont moroses. Les soldes d'opinion correspondants s'établissent à -46 et à -47. Ils baissent pour le troisième trimestre consécutif. Entre le premier et le quatrième trimestre 2014, le solde d'opinion relatif aux perspectives de la construction neuve de logements et celui relatif à la construction neuve de locaux ont perdu, respectivement, 25 et 15 points.</p>
<b>Entretien-amélioration</b>	<p>L'activité sur <b>le marché de l'entretien-amélioration</b> reste dégradée. Bien que le solde d'opinion augmente pour le troisième trimestre consécutif, il reste inférieur de 12 points à sa moyenne sur 10 ans.</p>	<p>Les résultats de l'enquête montrent une nouvelle dégradation des perspectives <b>du marché de l'entretien-amélioration</b>. Le solde d'opinion correspondant est inférieur de 24 points à sa moyenne sur 10 ans.</p>
<b>Situation financière</b>	<p>Le solde concernant <b>la situation financière des entreprises</b> est inférieur de 6 points à la moyenne sur 10 ans. La situation financière des entreprises est dégradée, principalement, en raison du défaut de paiement des clients, du ralentissement de l'activité et des prix anormalement bas. 46% des chefs d'entreprise estiment que <b>les délais de paiement</b> s'allongent et 46% que <b>les retards de paiement</b> augmentent.</p>	<p>40% des chefs d'entreprise estiment que <b>leur capacité d'investissement</b> sera réduite en 2015 par rapport au niveau atteint en 2014. Cette part progresse de 7 points sur un an. Elle est au plus haut depuis plus de 20 ans. Ce niveau reflète la perte de confiance des chefs d'entreprise dans l'évolution de l'activité à long terme.</p>
<b>Emploi</b>	<p>44% des chefs d'entreprises éprouvent <b>des difficultés de recrutement</b>, niveau inférieur de 19 points à la moyenne sur 10 ans. Dans le contexte actuel, marqué par la faiblesse de l'activité, la part des entreprises confrontées à une insuffisance de personnel est faible ce qui diminue les besoins en recrutement. Parmi les entreprises rencontrant ces difficultés, 47% ont signalé des difficultés pour recruter des ETAM et 22% pour recruter des ouvriers professionnels.</p>	<p>4% (-2 points par rapport à l'enquête précédente) des chefs d'entreprise interrogés ont exprimé leur <b>intention de recruter</b> au premier trimestre 2015.</p> <p>Le solde d'opinion concernant <b>l'évolution future des effectifs</b> a perdu 19 points entre le premier et le quatrième trimestre 2014. Il s'établit à -23, niveau le plus bas enregistré depuis le troisième trimestre 1997.</p>
<b>Tendance générale</b>	<p>Dans un contexte économique dégradé, <b>51% des chefs d'entreprise anticipent une contraction de l'activité</b> dans le secteur du Bâtiment au premier trimestre 2015.</p>	

## La construction neuve de logements

### • Logements autorisés (en nombre)

Période		France	IDF
12 mois à fin décembre 2014	p	362 485	63 491
12 mois à fin décembre 2013	p-1	414 059	62 759
Variation	p/p-1	-12,5%	1,2%

Source : Sitadel2

### • Logements commencés (en nombre)

Période		France	IDF
12 mois à fin décembre 2014	p	286 043	47 265
12 mois à fin décembre 2013	p-1	318 748	48 392
Variation	p/p-1	-10,3%	-2,3%

Source : Sitadel2

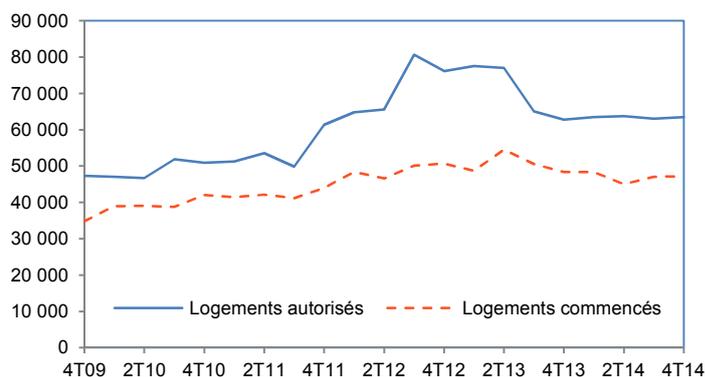
En France métropolitaine, 362 485 logements ont été **autorisés** en 2014, soit une baisse de -12,5% par rapport à 2013. C'est le volume annuel d'autorisations le plus faible enregistré depuis 2002. Les autorisations de logements individuels (-20,2%, 152 431 unités) chutent le plus fortement, suivies par celles de logements collectifs (-9,3%, 178 871 unités). Les autorisations de logements en résidence progressent (+20,4%, 31 183 unités). Par région, seules l'Alsace (+36%) et l'Île-de-France (+1,2%) enregistrent une progression des autorisations en 2014. 88 016 logements ont été autorisés au quatrième trimestre 2014, en baisse de -10% par rapport au troisième trimestre et de -10% par rapport au quatrième trimestre 2013.

286 043 logements ont été **commencés** en 2014, soit une baisse de -10,3% par rapport à 2013. C'est le volume annuel de logements commencés le plus faible depuis 1997. Les mises en chantier de logements individuels souffrent plus particulièrement. Leur nombre chute de près de -20% pour s'établir à 120 902 unités. Le nombre de mises en chantier de logements collectifs baisse de -5,2% et s'établit à 141 873 unités, niveau nettement inférieur à la moyenne observée depuis 2008 (149 800). Enfin, les mises en chantier de logements en résidence progressent (+28,4%, 23 268 unités). Par région, seule l'Alsace enregistre une progression des mises en chantier (+16%). Avec, respectivement, -1,7% et -2,3% de baisse, les Pays de la Loire et l'Île-de-France sont les deux régions qui enregistrent les baisses les moins importantes.

En Île-de-France, 63 491 logements ont été **autorisés** en 2014, en hausse de 1,2% par rapport à 2013. Si les autorisations de logements collectifs (45 093 unités, +0,8%) et celles de logements en résidence (9 050 unités, +47%) se maintiennent à un niveau élevé, les autorisations de logements individuels s'effondrent (9 348 unités, -21,3%). Parmi les logements individuels, ce sont surtout les autorisations de logements en lotissement qui s'effondrent (3 280 unités, -41,3%).

47 265 logements ont été **commencés** en 2014, en baisse de -2,3% par rapport à 2013. Les mises en chantier de logements individuels chutent (-17,6%, 6 168 unités). Celles de logements collectifs baissent (-3,4%, 35 019 unités). En revanche, celles de logements en résidence progressent fortement (+30,7%, 6 078 unités). Ces chiffres démontrent, une nouvelle fois, l'incapacité chronique de l'Île-de-France à produire plus de 50 000 logements par an quand les besoins sont estimés à 70 000. Cette situation dure depuis maintenant plus de 20 ans.

Graphique 1 : Logements autorisés et commencés en Île-de-France en rythme annuel (en nombre)



### Le marché du logement neuf en Île-de-France (ADIL 75)

En 2014, le marché du logement neuf s'est caractérisé par un premier trimestre atone.

Sur l'année, les mises en ventes atteignent 12 953 unités (en baisse de -23% par rapport à 2013). Les mises en vente baissent dans tous les départements. L'Essonne (-40%) et les Hauts-de-Seine (-31%) enregistrent les plus fortes baisses.

Sur l'année, les ventes atteignent 12 977 unités. Après un premier trimestre très calme (avec seulement 1 794 ventes), les ventes des trois derniers trimestres ont permis de limiter la baisse des ventes à -1% sur l'année. Le volume annuel de ventes baisse dans les départements de la Zone Centrale et en Seine et Marne (-5%). Le Val-de-Marne (-23%) enregistre la plus forte baisse.

Malgré une baisse de 6% par rapport au 31 décembre 2013, l'encours de logements disponibles en Île-de-France (17 269 unités au 31 décembre 2014) reste nettement supérieur à la moyenne de long terme.

Le prix moyen des logements neufs disponibles s'établit à 4 740€ par m<sup>2</sup> en Île-de-France, en baisse de -0,1% par rapport à décembre 2013. Les prix progressent de 0,2% en Zone Centrale et baissent de -0,8% en Grande Couronne.

### Les aides à l'accession en Île-de-France

Les lois de finances pour 2012 et 2013 ont durci les critères d'octroi du PTZ+ en instaurant un plafond de ressources et en le réservant au neuf. Le décret n°2014-889 prévoit une baisse de la quotité des PTZ+ en zone A pour les offres émises à compter du 1<sup>er</sup> octobre. Cette baisse pourrait peser sur la solvabilité des primo-accédants en zones tendues et ralentir la distribution de PTZ+ dans les mois à venir. Selon le SGFGAS, sur les neuf premiers mois de 2014, 8 692 offres ont été émises (+31% par rapport à 2013) pour un coût moyen des opérations de 230 884 €, soit un volume d'opérations de 2 milliard d'euros.

### Observatoire du Crédit Logement (France)

Le nombre de prêts bancaires accordés dans le neuf a progressé de 3,1% en 2014. Au quatrième trimestre, les taux étaient toujours orientés à la baisse (2,48% contre 2,68% au troisième trimestre) tandis que la durée moyenne des prêts (237 mois) se stabilisait. Enfin, le coût relatif des opérations s'est établi à 4,6 années de revenus.

**Dans un climat tant politique, qu'économique et fiscal défavorable, le chiffre d'affaires de la construction neuve de logements devrait se replier de -1,5% en 2015.**

## La construction neuve de locaux non résidentiels

### • Locaux non résidentiels autorisés (en milliers de m<sup>2</sup>)

Période		France	IDF
12 mois à fin décembre 2014	p	35 492	3 796
12 mois à fin décembre 2013	p-1	41 248	4 389
Variation	p/p-1	-14,0%	-13,5%

Source : Sitadel2

### • Locaux non résidentiels commencés (en milliers de m<sup>2</sup>)

Période		France	IDF
12 mois à fin décembre 2014	p	24 992	2 878
12 mois à fin décembre 2013	p-1	27 739	3 307
Variation	p/p-1	-9,9%	-13,0%

Source : Sitadel2

L'ordonnance n° 2011-1539 du 16 novembre 2011 modifie la définition des surfaces de plancher prises en compte dans le droit de l'urbanisme. À compter du 1<sup>er</sup> mars 2012, la surface de plancher se substitue à la surface de plancher hors œuvre brute (SHOB) et à la surface de plancher hors œuvre nette (SHON). Aujourd'hui, l'administration a recalculé les séries SHON passées en équivalent surface de plancher jusqu'au mois de décembre 2011. Une rupture de série apparaît en décembre 2011.

**En France métropolitaine**, 35,5 millions de mètres carrés de locaux non résidentiels ont été **autorisés** en 2014, soit une baisse de -14% par rapport à 2013. C'est le niveau le plus bas enregistré depuis décembre 2010. Seules les surfaces autorisées d'entrepôts progressent (+3,4%). Les surfaces autorisées de locaux de services publics baissent de -21%, celles de commerces de -21%, celles de bureaux de -16,1% et celles locaux industriels de -9,2%.

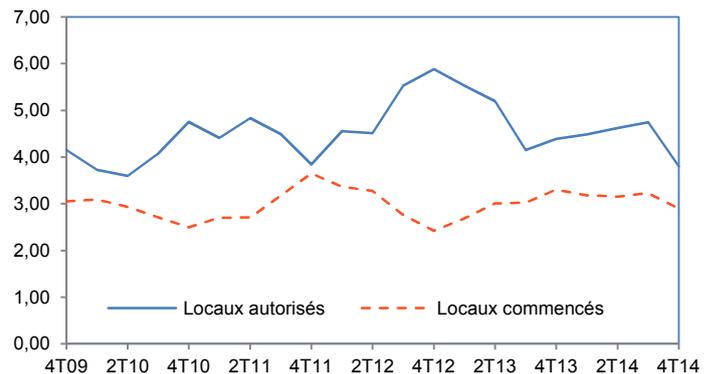
**Les mises en chantier** de locaux non résidentiels s'élèvent à 25 millions de mètres carrés en 2014, en baisse de -9,9% par rapport à 2013. Tous les types de locaux non résidentiels enregistrent une baisse des surfaces mises en chantier : les surfaces mises en chantier de locaux de services publics baissent de -20,8% et celles de bureaux de -17,5%.

**En Ile-de-France**, 3,8 millions de mètres carrés de locaux non résidentiels ont été **autorisés** en 2014, soit une chute de -13,5% par rapport à 2013. Les surfaces autorisées de bureaux (911 945 m<sup>2</sup>) et de locaux de services publics (991 922) sont en forte baisse (respectivement, -43,8% et -7%). Les surfaces autorisées d'entrepôts (694 274 m<sup>2</sup>) et celles de locaux industriels (265 236 m<sup>2</sup>) sont, quant à elles, en hausse de, respectivement, +40,9% et +5,7%.

Moins de 2,9 millions de mètres carrés de locaux non résidentiels ont été **mis en chantier** en 2014, soit une chute de -13% par rapport à 2013. Les surfaces mises en chantier de bureaux chutent le plus fortement (-38,5%) pour s'établir à 680 024 m<sup>2</sup>, niveau le plus bas enregistré depuis le premier trimestre 2011. Elles sont suivies par les mises en chantier de surfaces de locaux de services publics (-25,7%, 855 118 m<sup>2</sup>).

Les difficultés enregistrées par la construction neuve de locaux se concentrent principalement sur le segment des bureaux. Ce segment a fortement pâti de la fin de l'exonération de la Redevance pour Création de Bureaux (RCB-IDF) pour les opérations de démolition-reconstruction et de la forte augmentation de cette redevance dans la majorité des communes. La Profession est soulagée du rétablissement de l'exonération voté le 30 décembre 2014 dans le cadre de la deuxième loi rectificative de finances pour 2014.

Graphique 2 : Locaux non résidentiels autorisés et commencés en Ile-de-France en rythme annuel (en millions de m<sup>2</sup>)



**Selon CB Richard Ellis, les fondamentaux du marché français de l'investissement en immobilier d'entreprise** sont solides. Il bénéficie d'un afflux de capitaux en recherche d'investissements de très gros volumes dans des actifs sécurisés (qualité de la desserte en transports, qualité techniques des ouvrages et risque locatif cadré). Les grands institutionnels étrangers (fonds de pension et fonds souverains) représentent 40% des engagements signés en 2014. Demande forte, offre limitée et coût de l'argent au plus bas ont fortement pesé sur les taux de rendement immobiliers, tombé à 3,75% pour les bureaux parisiens du segment "prime".

Les données provisoires montrent que les transactions sur le marché francilien des bureaux, commerces et entrepôts se sont élevées à 17,4 milliards d'euros en 2014 (+57% par rapport à 2013).

**Sur le marché francilien des bureaux**, la demande placée atteint 2,1 millions de m<sup>2</sup> en 2014 (+13% par rapport à 2013). Malgré cette hausse, la demande placée reste inférieure de 8% à la moyenne sur 10 ans. CBRE constate que la majorité des déménagements sont motivés par l'optimisation des coûts et des surfaces. La demande placée de surfaces de plus de 5 000 m<sup>2</sup> atteint 826 800 m<sup>2</sup> (+26% sur un an). Celle de surfaces de moins de 5 000 m<sup>2</sup> atteint 1,2 million de m<sup>2</sup> (+1%). Le loyer facial moyen francilien hors charges pour des surfaces neuves ou restructurées / rénovées est stable sur un an à 297 € HT/m<sup>2</sup>/an. Le volume de surfaces immédiatement disponibles progresse de +2,5% pour s'établir à 4 millions de m<sup>2</sup>. Le taux de vacance francilien moyen est de 7,2%. On constate de fortes disparités entre les différents marchés franciliens : le taux de vacances varie de 5,1% à Paris à 13,9% dans certains secteurs. Seulement 20% du stock est composé de surfaces neuves ou restructurées. L'offre future certaine atteint 1,7 million de m<sup>2</sup>, en baisse de -15% sur un an. L'offre future neuve ou restructurée atteint 1,9 million de m<sup>2</sup>. Ces locaux en chantier sont commercialisés à hauteur de 65%.

Avec 789 300 m<sup>2</sup> de demande placée en 2014 en Ile-de-France, l'activité sur **le marché des entrepôts de plus de 5 000 m<sup>2</sup>** progresse de +46% sur un an. Le stock atteint 1,4 million de m<sup>2</sup>, en baisse de -4% sur un an.

**Sur le marché francilien des locaux d'activité et des petits entrepôts**, la demande placée atteint 866 600 m<sup>2</sup> en 2014 (+20% sur un an). Le stock s'élève à 2,5 millions de m<sup>2</sup>, niveau stable sur un an.

**La faiblesse des mises en chantier et des autorisations devrait se traduire en 2015 par un repli de -1% du chiffre d'affaires de la construction neuve de locaux non résidentiels en Ile-de-France.**

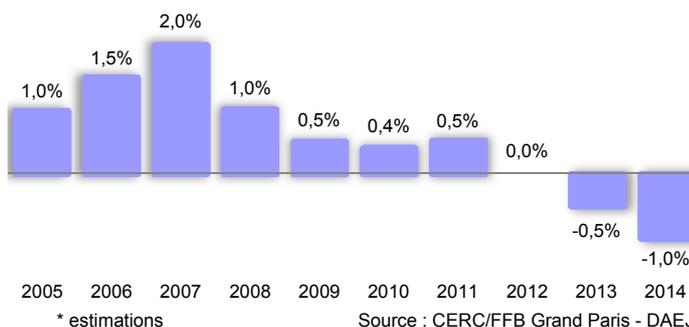
## Les travaux d'entretien-amélioration

Pour la seconde année consécutive, l'activité dans le secteur de l'**entretien-amélioration** s'est contractée (-1% en 2014). Ce secteur représente près de 60% du chiffre d'affaires de la Profession en Ile-de-France. Il ressort des résultats de l'enquête de conjoncture que les chefs d'entreprise anticipent globalement une baisse de leur activité sur ce marché au premier trimestre 2015.

L'évolution du chiffre d'affaires sur le marché de l'entretien-amélioration dépend fortement du comportement et de la capacité de financement des ménages, des entreprises et des administrations. Les statistiques disponibles montrent que les déterminants de la demande (moral des ménages, ventes immobilières et capacité de financement des entreprises entre autres) ne sont pas favorables à la hausse de la demande en travaux. L'enquête INSEE de conjoncture auprès des ménages du mois de décembre montre qu'ils sont marqués par les craintes liées au chômage, par la baisse de leur pouvoir d'achat et qu'ils ne jugent pas la période opportune pour réaliser des achats importants. Quant aux ventes immobilières, elles se stabilisent à un niveau extrêmement bas. Enfin, le taux de marge des entreprises reste nettement inférieur à la moyenne de long terme (35,8% contre 42,1%).

Sur le marché de la rénovation énergétique, le volume des Eco-PTZ distribués est en baisse continue depuis de nombreuses années. Ainsi, les calculs de la Profession à partir des données du SGFGAS montrent que seuls 1 600 Eco-PTZ pourraient être distribués en Ile-de-France en 2014 pour un total de 31,3 millions d'euros contre 37,8 millions d'euros en 2013, soit une baisse de -17%.

Graphique 3 : Evolution du chiffre d'affaires de l'entretien-amélioration



La Profession se félicite de la mise en place du Crédit d'Impôt pour la Transition Energétique (CITE). Concernant l'Eco PTZ, la Profession s'inquiète de la baisse continue de la distribution. Elle espère que le transfert du risque de conformité des banques vers les entreprises, suite à l'entrée en vigueur de l'éco-conditionnalité au 1<sup>er</sup> septembre dernier, permettra de relancer ce produit et contribuera à atteindre 125 000 rénovations énergétiques de logements par an en Ile-de-France. D'autres voies de financement doivent être développées. C'est notamment le cas de la vente de droit à construire en vue de financer la rénovation énergétique. La Profession soutient l'élaboration de stratégies et d'initiatives locales en faveur de la rénovation énergétique afin d'améliorer l'efficacité du Plan de Rénovation Energétique de l'Habitat.

**Après deux années consécutives de baisse, le chiffre d'affaires sur le marché de l'entretien-amélioration devrait se stabiliser en 2015.**

## L'emploi

### Emploi salarié dans le secteur de la Construction \* - par département : comparaisons trimestrielles

au second trimestre 2014	75	92	93	94	77	78	91	95	IDF
<b>Effectifs Construction</b>	<b>30 296</b>	<b>37 218</b>	<b>43 408</b>	<b>38 837</b>	<b>31 814</b>	<b>36 249</b>	<b>32 298</b>	<b>26 950</b>	<b>277 070</b>
Variation t/t-1 (%)	0,0	-0,6	-1,0	0,6	-0,4	0,4	-1,7	-0,2	-0,4

Source : INSEE

au troisième trimestre 2014	75	92	93	94	77	78	91	95	IDF
<b>Effectifs Construction</b>	<b>29 844</b>	<b>37 021</b>	<b>43 731</b>	<b>38 481</b>	<b>31 685</b>	<b>36 291</b>	<b>32 228</b>	<b>26 536</b>	<b>275 817</b>
Variation t/t-1 (%)	-1,5	-0,5	0,7	-0,9	-0,4	0,1	-0,2	-1,5	-0,5

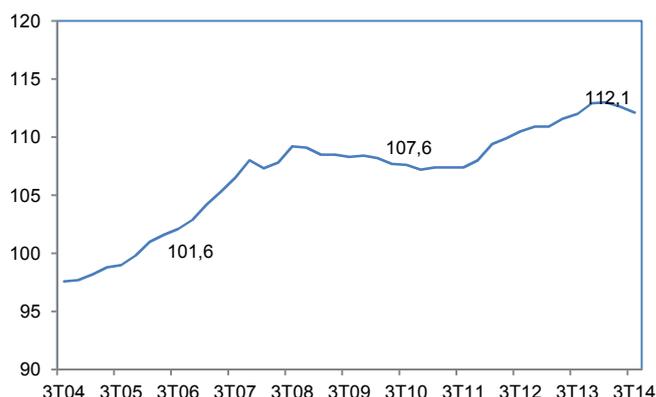
Source : INSEE

au 30 septembre 2014	IDF
<b>Intérimaires Construction</b>	<b>17 076</b>
Evolution trimestrielle (%)	-8,3
Evolution annuelle (%)	-16,1

Source : Pôle emploi

\* Effectif des entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics d'au moins un salarié  
NB : A partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2012, la source des données de l'INSEE a été modifiée ce qui a provoqué une rupture de série. Les données présentées ici sont provisoires.

Graphique 4 : Evolution des effectifs salariés en Ile-de-France sur 10 ans (Base 100 en T4 2001)



Les statistiques de l'INSEE montrent que l'emploi salarié dans la Construction (BTP) atteint 275 817 salariés, en repli pour le deuxième trimestre consécutif (-0,5% après -0,4%). Sur les neuf premiers mois de 2014, le BTP a perdu plus de 2 200 emplois en Ile-de-France.

Seuls deux départements enregistrent une progression de l'emploi salarié [les Yvelines (+0,1%) et la Seine-Saint-Denis (+0,7%)]. Sur un an, l'Essonne (-1,4%) et Paris (-0,7%) enregistrent les plus importantes destructions d'emploi.

Le nombre d'intérimaires dans la Construction (BTP) au 30 septembre 2014 est en baisse de -8,3% par rapport au 30 juin 2014. Sur un an, il baisse de -16,1%. Il est au plus bas depuis mai 2009.

en milliards d'€ 2013	2011	2012	2013	2014	2015*
<b>Total construction neuve</b>	<b>12,3</b>	<b>12,5</b>	<b>12,8</b>	<b>12,8</b>	<b>12,7</b>
<i>France entière</i>	61,6	60,1	56,5	51,6	49,9
- dont logements	6,6	6,7	6,8	6,8	6,7
<i>France entière</i>	39,1	37,7	34,8	31,2	31,1
- dont autres bâtiments	5,7	5,8	6,0	6,0	5,9
<i>France entière</i>	22,5	22,4	21,7	20,4	18,8
<b>Total travaux sur bât. Existants</b>	<b>19,5</b>	<b>19,5</b>	<b>19,4</b>	<b>19,2</b>	<b>19,2</b>
<i>France entière</i>	73,2	72,8	71,7	71,1	72,2
<b>TOTAL Ile-de-France</b>	<b>31,8</b>	<b>32,0</b>	<b>32,2</b>	<b>32,0</b>	<b>31,9</b>
<i>France entière</i>	134,8	132,9	128,2	122,7	122,1

\*prévisions

11/10	12/11	13/12	14/13	15/14
<b>2,4%</b>	<b>1,5%</b>	<b>2,2%</b>	<b>0,5%</b>	<b>-1,3%</b>
2,3%	-2,4%	-6,1%	-8,6%	-3,2%
2,2%	1,0%	1,5%	1,0%	-1,5%
4,9%	-3,5%	-7,9%	-10,3%	-0,1%
2,6%	2,0%	3,0%	0,0%	-1,0%
-1,8%	-0,6%	-3,1%	-5,9%	-7,9%
<b>0,5%</b>	<b>0,0%</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-1,0%</b>	<b>0,0%</b>
0,9%	-0,6%	-1,5%	-0,9%	1,5%
<b>1,2%</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,5%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-0,5%</b>
1,5%	-1,4%	-3,5%	-4,2%	-0,4%

Source : FFB/CERC/FFB Grand Paris - DAEJ

**En 2014, au niveau national,** le chiffre d'affaires du Bâtiment en volume est estimé à 122,1 milliards d'euros, en repli de -4,2%. Il se ventile entre la construction neuve (51,6 milliards d'euros, en baisse de -8,6%) et l'entretien-amélioration (71,1 milliards d'euros, en baisse de -0,9%).

**En Ile-de-France,** le chiffre d'affaires du secteur du Bâtiment est estimé à 32 milliards d'euros en volume, en repli de -0,4% par rapport à l'année précédente.

Le chiffre d'affaires sur le marché de la construction neuve en Ile-de-France est estimé à 12,82 milliards d'euros, en hausse de 0,5%. Il se décompose comme suit : 6 milliards d'euros pour la construction neuve de bâtiments non résidentiels (niveau stable) et 6,8 milliards d'euros pour la construction neuve de logements (+1%). Le chiffre d'affaires réalisé sur le marché de l'entretien-amélioration baisse pour la seconde année consécutive. Il représente 19,2 milliards d'euros (-1% par rapport à 2013), soit 60% du chiffre d'affaires de la Profession en Ile-de-France.

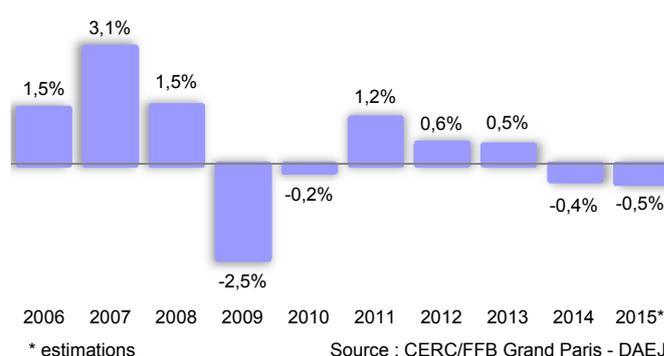
Après trois années de croissance faible, le secteur du Bâtiment en Ile-de-France enregistre un repli de son activité en raison des difficultés rencontrées sur le marché de l'entretien-amélioration. En 2014, le chiffre d'affaires de la Profession est inférieur de 0,9% à son niveau de 2008.

**Les prévisions pour 2015** montrent que le chiffre d'affaires en volume atteindra 31,9 milliards d'euros en Ile-de-France, en repli de -0,5% sur l'année.

L'activité sur le marché de la **construction neuve de logements** se replierait de -1,5%. Malgré le nombre élevé de logements sociaux neufs agréés ces dernières années et l'arrivée du dispositif Pinel de soutien à l'investissement, le climat tant politique, qu'économique et fiscal ne devrait pas favoriser la construction neuve de logements. Le climat actuel est d'abord marqué par les incertitudes et les blocages politiques, nés de la mise en place de la Métropole du Grand Paris au 1<sup>er</sup> janvier 2016, et de la résistance à la construction de logements de certains élus. D'un point de vue économique et fiscal, si la Profession se félicite de la volonté affichée par le Gouvernement de soutenir l'accession et l'investissement locatif, les mesures annoncées risquent d'être insuffisantes pour surmonter le marasme que traverse la construction de logements.

Le marché de la **construction neuve de locaux non résidentiels** devrait enregistrer un repli de l'activité de -1%. Trois facteurs récessifs ont été identifiés : l'absence de grand projet, les blocages politiques et la forte baisse des mises en chantier constatée en 2014 (-13% par rapport à 2013). Alors que la fin de l'exonération de la Redevance pour Création de Bureaux (RCB-IDF) pour les opérations de démolition-reconstruction en Ile-de-France avait fortement ralenti le rythme des mises en chantier en 2014, la Profession se félicite du rétablissement de cette exonération.

Graphique 5 : Evolution du chiffre d'affaires du Bâtiment en Ile-de-France



Enfin, après deux années de contraction, l'activité sur le marché de **l'entretien-amélioration** devrait se stabiliser. Après plusieurs années de baisse, l'investissement des ménages et des entreprises serait soutenu par une timide amélioration des perspectives de croissance (1% en 2015, 1,8% en 2016) et une relative stabilité fiscale. L'entretien-amélioration, notamment le segment de la rénovation énergétique, bénéficierait de cette progression de l'investissement. Ce dernier est l'un des principaux relais de croissance pour notre Profession. A ce titre, la Profession se félicite de la création de l'annuaire national des entreprises RGE et de la mise en place progressive de l'éco-conditionnalité des aides. Néanmoins, le développement du marché de la rénovation énergétique reste freiné par le manque d'information des particuliers et la complexité excessive des dispositifs d'aide. Pour la Profession, il est urgent de mettre en place un dispositif pérenne de financement du reste à charge des travaux.

### Les enjeux pour 2015

Au niveau national, notre Profession se mobilise fortement sur la simplification administrative et normative, la loi Macron et la loi sur la Transition Energétique.

Concernant la loi sur la Transition Energétique, la Profession salue les réflexions menées autour du tiers financement des travaux et de l'adaptation des règles d'urbanismes aux nouveaux besoins liés à la rénovation énergétique

Au niveau local, la Profession s'inquiète des conséquences de la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales sur l'investissement public et sur l'emploi.

La Profession est membre du groupe de travail sur le logement et du groupe de travail sur la transition énergétique du conseil des partenaires de la Métropole du Grand Paris. La Profession regrette la volonté des élus de réduire les compétences de la future Métropole, notamment en matière de développement de l'offre de logements.

Pays	Croissance du PIB (%)			Inflation (%)			Balance courante (% PIB)		
	2014	2015	2016	2014	2015	2016	2014	2015	2016
Etats-Unis	2,4	3,2	2,8	1,6	-0,1	2,0	-2,3	-2,4	-2,4
Japon	0,1	1,3	1,5	2,7	1,5	1,2	0,3	0,9	1,0
Zone Euro	0,9	1,0	1,5	0,5	0,3	1,2	2,5	2,3	2,2
Allemagne	1,5	1,1	1,5	0,8	0,5	1,6	5,9	5,5	5,3
France	0,4	0,9	1,2	0,6	0,4	1,0	-1,4	-1,6	-1,5
Italie	-0,4	0,3	1,0	0,2	0,4	1,0	1,0	0,9	0,8
Espagne	1,3	1,7	1,9	-0,2	-0,5	0,7	0,4	0,5	0,5
Royaume-Uni	3,0	2,5	2,3	1,5	1,2	1,7	-4,7	-4,1	-3,7
Europe - Emergents	1,8	-0,8	2,5	5,6	7,6	5,6	0,1	0,7	-0,1
Russie	0,6	-5,0	1,5	7,7	12,0	7,0	3,0	4,5	3,0
Amérique Latine	0,7	1,7	3,0	7,9	6,9	7,4	-2,5	-2,7	-2,4
Asie	6,0	6,1	6,1	3,3	3,6	3,6	2,1	1,3	0,9
Inde	5,5	6,0	6,3	6,7	6,5	6,2	-2,1	-3,0	-3,0
Chine	7,4	7,1	6,9	2,1	2,4	2,8	2,1	1,1	0,5
Ensemble	2,9	3,1	3,4	2,8	2,4	3,0	0,4	0,1	-0,1

Source : Crédit Agricole S.A.

### L'économie mondiale en 2014 et perspectives 2015

Après trois années consécutives de ralentissement, la croissance de la production mondiale s'est stabilisée en 2014 (+2,9% après +2,8% en 2013). Malgré une croissance toujours dynamique, les pays émergents ont subi une forte instabilité financière liée aux interrogations sur la politique monétaire américaine et la baisse du prix du pétrole. La croissance de l'économie chinoise en 2014 (7,4%) est ainsi la plus faible enregistrée depuis 1999. Parmi les pays industrialisés, le Japon, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont poursuivi leur politique monétaire accommodante. Cette politique a fortement fait baisser les taux d'intérêt. Si elle a très fortement participé au rétablissement du Royaume-Uni et des Etats-Unis, ses effets semblent s'estomper rapidement au Japon.

Pour 2015, le consensus estime la croissance mondiale à +3,1%. Plusieurs facteurs pourraient contrarier ce scénario. Le premier est la forte baisse de l'inflation qui touche les pays industrialisés et se répand aux pays émergents, notamment, à la Chine. Le second est la possible déstabilisation du système financier mondial en cas de relèvement trop rapide des taux de la FED. Une remontée brutale des taux américains pourrait avoir de lourdes conséquences sur la croissance mondiale, notamment dans les pays émergents les plus fragiles. Enfin, le troisième est l'instabilité politique en Europe de l'Est et au Moyen Orient.

### Croissance faible en Europe

Après deux années consécutives de récession, la Zone Euro a enregistré une croissance de 0,9% en 2014.

Le consensus des économistes sur la croissance dans la Zone Euro s'établit à +1% pour 2015. Les Etats européens devraient enregistrer une accélération de l'activité à l'exception de l'Allemagne (+1,1% après +1,5% en 2014). L'Espagne verrait ainsi sa croissance passer de 1,3% en 2014 à 1,7% en 2015 et la France de 0,4% en 2014 à 0,9% en 2015. L'inflation resterait extrêmement faible (+0,3%), les effets des mesures annoncées par la BCE en janvier n'étant visibles qu'en fin d'année. Egalement en matière monétaire, le niveau de l'euro ne devrait pas remonter dans les mois à venir et sera un facteur positif pour l'économie européenne. Le taux de chômage s'établit à 11,4% en décembre 2014. La croissance prévue pour 2015 est trop faible pour impulser une véritable baisse du chômage.

### Le "Quantitative Easing" de la Banque Centrale Européenne (BCE)

Les politiques de quantitative easing (QE), ou assouplissement quantitatif, sont des politiques monétaires non conventionnelles. Elles sont dites non conventionnelles en opposition aux outils financiers conventionnels que sont la fixation des taux directeurs et des réserves bancaires. Ces politiques consistent, pour la banque centrale, à acheter de la dette sur les marchés pour injecter des liquidités dans l'économie. L'objectif est de stimuler la distribution de crédit.

Dans un contexte d'inflation hyper basse, la BCE a annoncé le 21 janvier 2015 qu'elle achètera 60 milliards d'euros d'actifs (40 milliards de dette publics et 20 milliards de dette privée) chaque mois jusqu'en septembre 2016 au moins. Le programme commencera en mars.

En facilitant l'investissement par l'injection massive de liquidités, la BCE accompagne le programme d'investissement Juncker. L'objectif est de faire revenir l'inflation en Zone Euro autour de 2% par an.

Cette politique pourrait provoquer une augmentation de la valeur des actifs financiers, créant ainsi un "effet richesse", et maintenir l'euro faible, améliorant la balance commerciale de la Zone Euro. Dans le cas contraire, il est peu probable qu'elle parvienne à relancer l'investissement. En effet, comment augmenter l'investissement privé si la demande qui s'adresse aux entreprises ne redémarre pas ?

### La conjoncture en Zone Euro

Conjoncturellement, l'économie européenne est convalescente. Après avoir fortement progressé au premier semestre, l'indicateur synthétique calculé mensuellement par la Commission européenne à partir des enquêtes de conjonctures nationales s'est replié au second semestre en raison de la baisse du commerce et de la consommation. A -26, l'indicateur concernant le secteur de la Construction progresse mais reste nettement inférieur à sa moyenne de long terme (-19).

### La France ne sort pas de la stagnation

Le PIB français connaît depuis plusieurs trimestres une croissance anémique. Dans le contexte économique et budgétaire actuel, la Profession rappelle l'importance de maintenir le niveau d'investissement public tant au niveau national que local et de mener à leur terme les réformes structurelles nécessaires.

# Les résultats détaillés de l'enquête trimestrielle de conjoncture

## Quatrième trimestre 2014

### Préambule

Cette enquête a été réalisée conjointement avec l'INSEE et en liaison avec :

- la FFB Région Ile-de-France-Yvelines-Essonne-Val d'Oise,
- la FFB Ile-de-France Est.

### Sommaire

	pages
1 - L'activité des entreprises	10
2 - Les carnets de commandes	14
3 - La capacité de production des entreprises	15
4 - La situation financière des entreprises	16
5 - L'emploi	18
6 - Les investissements des entreprises	20
7 - Les prix	21
8 - La tendance générale du Bâtiment	21

### Remerciements

Nous exprimons nos remerciements aux chefs d'entreprise qui ont participé à notre enquête trimestrielle de conjoncture.

### Note Technique

1 - On appelle :

- Grandes entreprises : celles comptant plus de 300 salariés dans le Gros Œuvre, et plus de 100 salariés dans les autres Corps d'Etat.
- Moyennes entreprises : celles de 50 à 300 salariés dans le Gros Œuvre, et de 20 à 100 salariés dans les Autres Corps d'Etat.
- Petites entreprises : celles de 10 à 49 salariés dans le Gros Œuvre, et de 10 à 19 salariés dans les Autres Corps d'Etat.

2 - Les réponses des entrepreneurs sont le plus souvent qualitatives. On comprendra que les résultats d'une seule enquête n'aient pas de signification : c'est l'évolution des écarts des réponses sur plusieurs enquêtes qui peut, seule, éclairer l'interprétation. Celle-ci appelle donc des précautions particulières. Les séries présentent des mouvements saisonniers plus ou moins accusés.

3 - La plupart des séries se présentent sous la forme d'une suite d'écarts des réponses (écarts algébriques des réponses extrêmes). Exemple en page 11 : l'écart entre les proportions (%) d'entrepreneurs qui estiment leur activité passée "en hausse" et ceux qui l'estiment "en baisse" forme l'indicateur retenu.

L'expérience montre qu'on peut, sans beaucoup de perte d'information, ne retenir que ces soldes pour interpréter les résultats. Ces séries évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant, suivant les variables représentées, la stabilité ou un niveau jugé normal. Elles ne traduisent pas une mesure statistique - en valeur absolue ou relative - de la production, mais une tendance plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher, suivant le cas, de la stabilité ou du niveau.

**NOTE METHODOLOGIQUE : La méthodologie de l'enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie du Bâtiment en Ile-de-France a été revue au premier trimestre 2013 afin de l'aligner sur celle retenue par l'INSEE. Les résultats des enquêtes précédentes ont été recalculés avec la nouvelle méthodologie sur la période 1993-2012.**

**Nouveauté 2013**

# 1- L'activité des entreprises

## 1-1 Comment a évolué votre activité au cours des trois derniers mois ?

→ Activité passée suivant le type de chantier

	Ensemble du Bâtiment			chantiers publics			chantiers privés		
	en hausse	en baisse	écart	en hausse	en baisse	écart	en hausse	en baisse	écart
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>11</b>	<b>29</b>	<b>-18</b>	<b>7</b>	<b>38</b>	<b>-31</b>	<b>10</b>	<b>28</b>	<b>-18</b>
1er trimestre 2013	9	38	-29	9	42	-33	12	38	-26
2e trimestre 2013	15	29	-14	12	33	-21	18	29	-11
3e trimestre 2013	14	28	-13	10	33	-23	14	29	-15
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>19</b>	<b>30</b>	<b>-11</b>	<b>12</b>	<b>36</b>	<b>-24</b>	<b>15</b>	<b>31</b>	<b>-16</b>
1er trimestre 2014	13	33	-19	8	43	-35	15	34	-19
2e trimestre 2014	14	31	-17	10	41	-31	16	34	-18
3e trimestre 2014	11	36	-25	5	42	-37	14	34	-20
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>14</b>	<b>35</b>	<b>-21</b>	<b>9</b>	<b>50</b>	<b>-41</b>	<b>19</b>	<b>36</b>	<b>-17</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée par corps d'état

(écarts en en %)	Ensemble du Bâtiment	Gros Œuvre	Menuiserie Bois	Couverture Plomberie Etanchéité	Métallerie	Génie Climatique Isolation	Peinture Finitions	Electricité
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>-18</b>	<b>-18</b>	<b>-15</b>	<b>-18</b>	<b>-27</b>	<b>-1</b>	<b>-38</b>	<b>-17</b>
1er trimestre 2013	-29	-22	-42	-29	-25	-33	-34	-30
2e trimestre 2013	-14	-7	-14	-17	-13	-4	-12	-31
3e trimestre 2013	-13	-7	-10	-31	-20	+13	-17	-29
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>-11</b>	<b>-12</b>	<b>-24</b>	<b>-21</b>	<b>-7</b>	<b>+8</b>	<b>-11</b>	<b>-17</b>
1er trimestre 2014	-19	-16	-21	-32	-7	-1	-31	-26
2e trimestre 2014	-17	-12	-4	-47	+4	-2	-24	-22
3e trimestre 2014	-25	-28	-5	-41	-15	-14	-14	-31
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>-21</b>	<b>-23</b>	<b>-29</b>	<b>-29</b>	<b>-20</b>	<b>+1</b>	<b>-42</b>	<b>-18</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée par taille d'entreprise

(écarts en en %)	Ensemble du Bâtiment	Grandes entreprises	Moyennes entreprises	Petites entreprises
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>-18</b>	<b>+1</b>	<b>-26</b>	<b>-27</b>
1er trimestre 2013	-29	-17	-33	-35
2e trimestre 2013	-14	-7	-16	-19
3e trimestre 2013	-13	-13	-7	-21
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>-11</b>	<b>+6</b>	<b>-15</b>	<b>-22</b>
1er trimestre 2014	-19	-9	-22	-27
2e trimestre 2014	-17	-11	-20	-20
3e trimestre 2014	-25	-27	-19	-28
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>-21</b>	<b>-12</b>	<b>-16</b>	<b>-35</b>

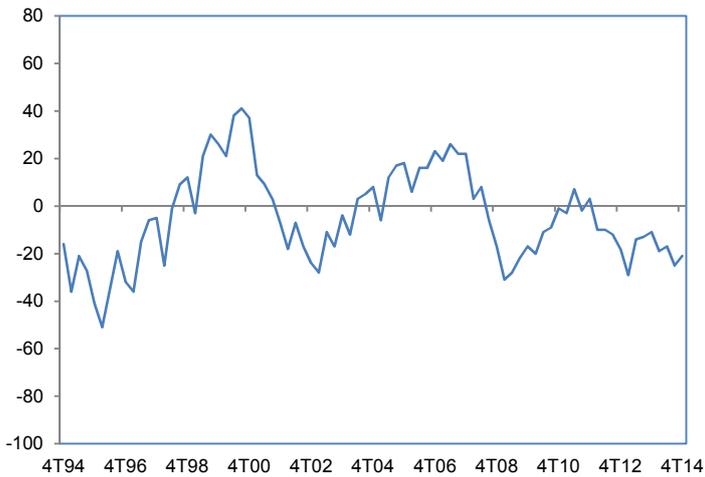
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée suivant le type d'ouvrage

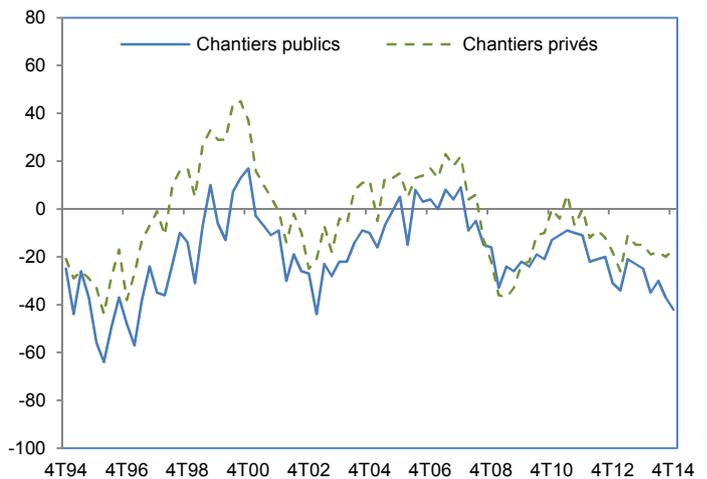
	Logements neufs	Locaux non résidentiels neufs	Entretien - Amélioration
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>-28</b>	<b>-32</b>	<b>-18</b>
1er trimestre 2013	-31	-39	-30
2e trimestre 2013	-23	-24	-14
3e trimestre 2013	-30	-27	-14
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>-26</b>	<b>-33</b>	<b>-11</b>
1er trimestre 2014	-25	-37	-18
2e trimestre 2014	-26	-24	-16
3e trimestre 2014	-46	-35	-15
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>-37</b>	<b>-47</b>	<b>-14</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée de l'ensemble du Bâtiment



→ Activité passée suivant le type de chantier



Pour les chefs d'entreprises qui ont répondu à l'enquête, **l'activité des entreprises s'est fortement dégradée au quatrième trimestre 2014**. A -21, le solde d'opinion correspondant remonte de 4 points tout en restant inférieur de 17 points à sa moyenne sur 10 ans. **Le ralentissement de l'activité, continu depuis plus de deux ans, s'est fortement accentué au second semestre 2014**.

Ce ralentissement de l'activité est surtout ressenti par les petites entreprises (solde d'opinion à -35, en baisse de 7 points), sur les chantiers publics (solde d'opinion à -41, en baisse de 4 points) et sur le marché de la construction de locaux non résidentiels (solde d'opinion à -47, en baisse de 12 points).

L'activité s'est légèrement redressée sur **les chantiers privés** tout en restant nettement inférieure à la normale (solde d'opinion à -17, en hausse de 3 points). A l'inverse, l'activité sur **les chantiers publics** s'est de nouveau fortement repliée (solde d'opinion à -41, en baisse de 4 points).

**Par taille d'entreprise**, les grandes entreprises enregistrent une amélioration de leur activité mais celle-ci reste nettement inférieure à la normale (solde d'opinion à -12, en progression de 15 points mais inférieur de 17 points à la moyenne sur 10 ans). Le solde d'opinion des entreprises de taille moyenne progresse pour le troisième trimestre consécutif. A -16, ce dernier reste inférieur de 9 points à la moyenne sur 10 ans. Enfin, celui des entreprises de petite taille baisse pour le deuxième trimestre consécutif.

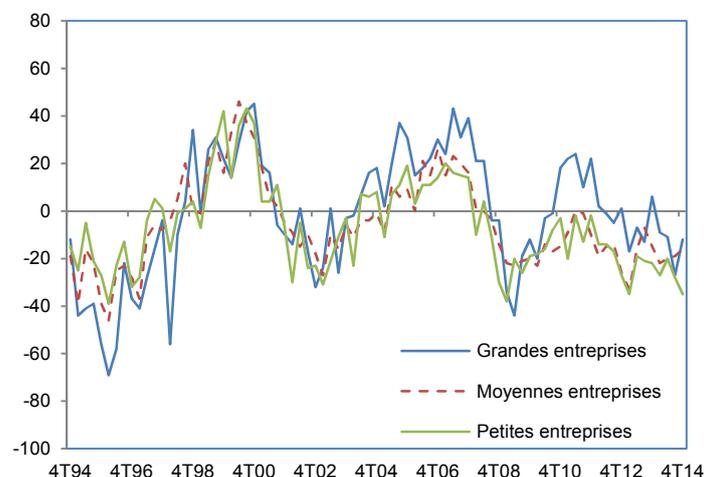
**Le niveau des soldes d'opinion par corps d'état** montre que l'ensemble des corps d'état enregistre un repli de l'activité à l'exception de celui du Génie Climatique-Isolation. Le solde d'opinion de ce dernier progresse de 15 points pour s'établir à +1. Par rapport au trimestre précédent, trois autres corps d'état affichent une progression de leurs soldes d'opinion : le Gros Œuvre (solde d'opinion à -23, +5 points), la Couverture-Plomberie-Etanchéité (solde d'opinion à -29, +12 points) et l'Electricité (solde d'opinion à -18, +13 points). Néanmoins, les soldes d'opinion concernant l'activité passée de ces corps d'état restent nettement inférieurs à leurs moyennes sur 10 ans.

L'activité est en baisse sur tous les marchés.

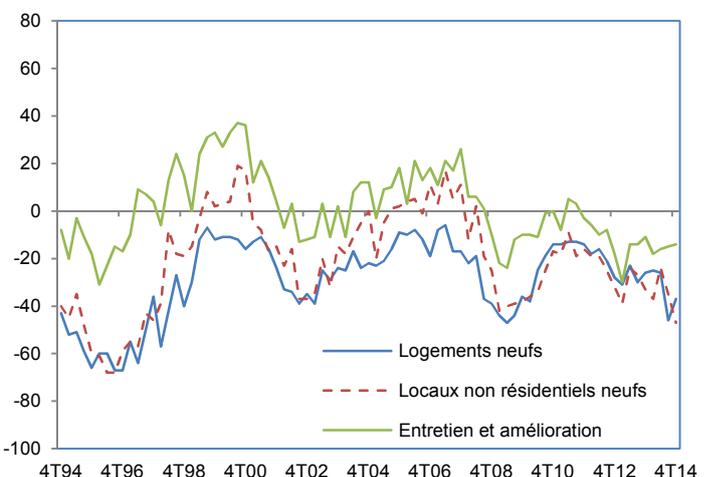
Le solde d'opinion concernant l'activité des entreprises sur **le marché de la construction neuve de logements** s'établit à -37. Il remonte de 9 points tout en restant inférieur de 15 points à sa moyenne sur 10 ans (-22). Le solde d'opinion concernant l'activité des entreprises sur **le marché de la construction neuve de locaux** a perdu 23 points en deux trimestres consécutifs. Cette chute semble liée à la baisse des autorisations et des mises en chantier observée en Ile-de-France.

L'activité sur **le marché de l'entretien-amélioration** s'améliore lentement tout en restant nettement inférieure à la normale. Le solde d'opinion correspondant progresse pour le troisième trimestre consécutif tout en restant inférieur de 12 points à sa moyenne sur 10 ans.

→ Activité passée par taille d'entreprise



→ Activité passée suivant le type d'ouvrage



## 1-2 Comment va évoluer votre activité au cours des trois prochains mois ?

→ Perspectives d'activité suivant le type de chantier

	Ensemble du Bâtiment			chantiers publics			chantiers privés		
	en hausse	en baisse	écart	en hausse	en baisse	écart	en hausse	en baisse	écart
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>7</b>	<b>35</b>	<b>-28</b>	<b>5</b>	<b>41</b>	<b>-36</b>	<b>7</b>	<b>35</b>	<b>-28</b>
1er trimestre 2013	12	31	-19	9	36	-27	15	31	-16
2e trimestre 2013	14	26	-12	11	30	-19	15	24	-9
3e trimestre 2013	14	27	-13	7	34	-27	14	27	-13
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>10</b>	<b>30</b>	<b>-20</b>	<b>7</b>	<b>36</b>	<b>-29</b>	<b>13</b>	<b>28</b>	<b>-15</b>
1er trimestre 2014	15	25	-11	8	31	-23	13	22	-9
2e trimestre 2014	13	27	-14	7	34	-27	15	28	-13
3e trimestre 2014	10	35	-25	6	43	-37	14	36	-22
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>5</b>	<b>42</b>	<b>-37</b>	<b>3</b>	<b>53</b>	<b>-50</b>	<b>8</b>	<b>39</b>	<b>-31</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Perspectives d'activité par corps d'état

(écarts en en %)	Ensemble du Bâtiment	Gros Œuvre	Menuiserie Bois	Couverture Plomberie Etanchéité	Métallerie	Génie Climatique Isolation	Peinture Finitions	Electricité
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>-28</b>	<b>-17</b>	<b>-55</b>	<b>-45</b>	<b>-31</b>	<b>-30</b>	<b>-41</b>	<b>-24</b>
1er trimestre 2013	-19	-10	-53	-21	-5	-25	-19	-24
2e trimestre 2013	-12	-6	+3	-27	+3	-10	-4	-23
3e trimestre 2013	-13	-19	-16	-17	-6	+6	-18	-13
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>-20</b>	<b>-16</b>	<b>-40</b>	<b>-29</b>	<b>-16</b>	<b>-14</b>	<b>-33</b>	<b>-17</b>
1er trimestre 2014	-11	-10	+4	-24	+7	+3	-18	-16
2e trimestre 2014	-14	-18	+22	-31	-10	-20	-10	-8
3e trimestre 2014	-25	-32	-11	-30	-46	-10	-30	-20
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>-37</b>	<b>-31</b>	<b>-43</b>	<b>-45</b>	<b>-27</b>	<b>-15</b>	<b>-58</b>	<b>-45</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Perspectives d'activité par taille d'entreprise

(écarts en en %)	Ensemble du Bâtiment	Grandes entreprises	Moyennes entreprises	Petites entreprises
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>-28</b>	<b>-10</b>	<b>-36</b>	<b>-37</b>
1er trimestre 2013	-19	-15	-17	-25
2e trimestre 2013	-12	-11	-12	-13
3e trimestre 2013	-13	-9	-15	-15
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>-20</b>	<b>-8</b>	<b>-22</b>	<b>-29</b>
1er trimestre 2014	-11	-13	-8	-12
2e trimestre 2014	-14	-9	-17	-17
3e trimestre 2014	-25	-21	-26	-28
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>-37</b>	<b>-41</b>	<b>-35</b>	<b>-37</b>

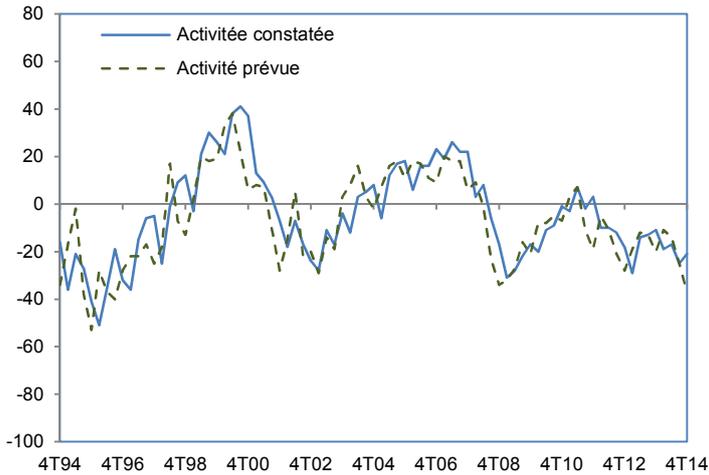
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Perspectives d'activité suivant le type d'ouvrage

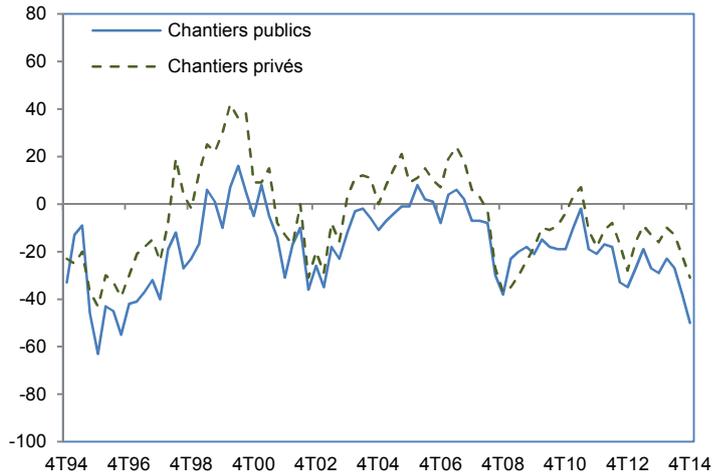
Logements neufs	Locaux non résidentiels neufs	Entretien - Amélioration
<b>-28</b>	<b>-37</b>	<b>-30</b>
-22	-26	-15
-24	-23	-14
-30	-26	-10
<b>-26</b>	<b>-31</b>	<b>-17</b>
-21	-24	-6
-33	-25	-10
-44	-32	-21
<b>-46</b>	<b>-47</b>	<b>-28</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Activité passée et prévue de l'ensemble du Bâtiment



→ Perspectives d'activité suivant le type de chantier



Le solde d'opinion des chefs d'entreprise concernant **les perspectives d'activité de leur entreprise** pour le premier trimestre 2015 s'établit à -37, niveau le plus bas atteint depuis 1996 par le solde d'opinion relatif aux perspectives d'activité. Entre l'enquête du premier et celle du quatrième trimestre 2014, il a perdu 26 points.

**Ainsi, les résultats de l'enquête de conjoncture laissent augurer une activité très dégradée pour le premier trimestre 2015.**

Déjà moroses lors de l'enquête précédente, les perspectives d'activité des entreprises se dégradent de nouveau tant sur **les chantiers publics** (solde d'opinion à -50, en baisse de 13 points) que sur **les chantiers privés** (solde d'opinion à -31, en baisse de 9 points).

**Par taille d'entreprise**, le solde d'opinion des grandes entreprises enregistre la plus forte baisse. Il baisse de 20 points pour s'établir à -41. En deux trimestres consécutifs de baisse, il a perdu 32 points. Le solde d'opinion des entreprises de taille intermédiaire baisse pour le troisième trimestre consécutif. A -35, il est inférieur de 28 points à sa moyenne sur 10 ans. Enfin, celui des petites entreprises baisse également pour le troisième trimestre consécutif. A -37, il est inférieur de 27 points à sa moyenne sur 10 ans. Si les niveaux des soldes d'opinion des petites et moyennes entreprises sont comparables à ceux observés au quatrième trimestre 2012, celui du solde d'opinion des grandes entreprises est au plus bas depuis le premier trimestre 2009.

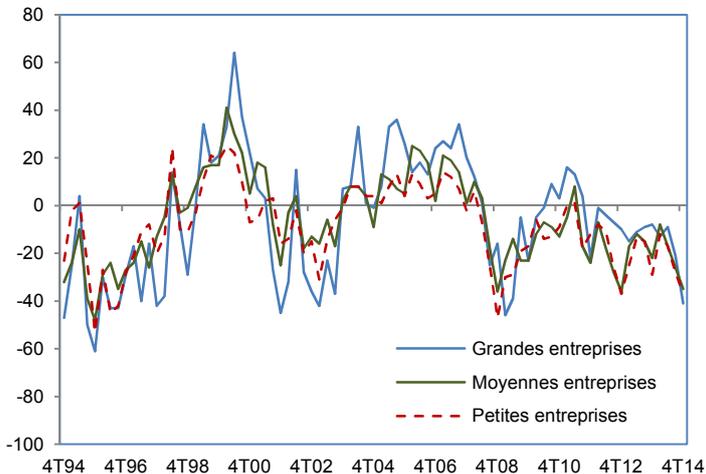
**Le niveau des soldes d'opinion par corps d'état** montre que l'ensemble des corps d'état a des perspectives d'activité dégradées. Par rapport au trimestre précédent, l'ensemble des corps d'état enregistre une baisse de leur solde d'opinion à l'exception de la Métallerie (solde d'opinion à -27, +19 points) et du Gros Œuvre (solde d'opinion à -32, +1 point). La très légère remontée du solde d'opinion du Gros Œuvre est loin d'effacer la chute enregistrée au troisième trimestre 2014 (14 points). Il faut noter que les perspectives d'activité des entreprises du Gros Œuvre sont au plus bas depuis le deuxième trimestre 2009.

Déjà moroses, les perspectives d'activité se dégradent de nouveau sur l'ensemble des marchés.

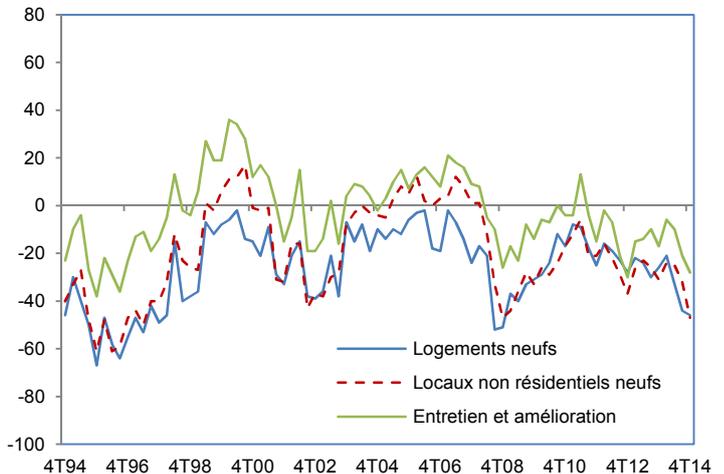
Les perspectives d'activité sur **le marché de la construction neuve (logements et locaux)** sont moroses. Les soldes d'opinion correspondants s'établissent à -46 et à -47. Ils baissent pour le troisième trimestre consécutif. Entre le premier et le quatrième trimestre 2014, le solde d'opinion relatif aux perspectives de la construction neuve de logements et celui relatif à la construction neuve de locaux ont perdu, respectivement, 25 et 15 points.

Les perspectives d'activité sur **le marché de l'entretien-amélioration**, déjà moroses au trimestre précédent, se dégradent de nouveau. Le solde d'opinion correspondant baisse pour le troisième trimestre consécutif (-7 points après -11 points et -4). A -28, il est inférieur de 24 points à la moyenne sur 10 ans.

→ Perspectives d'activité par taille d'entreprise



→ Perspectives d'activité suivant le type d'ouvrage

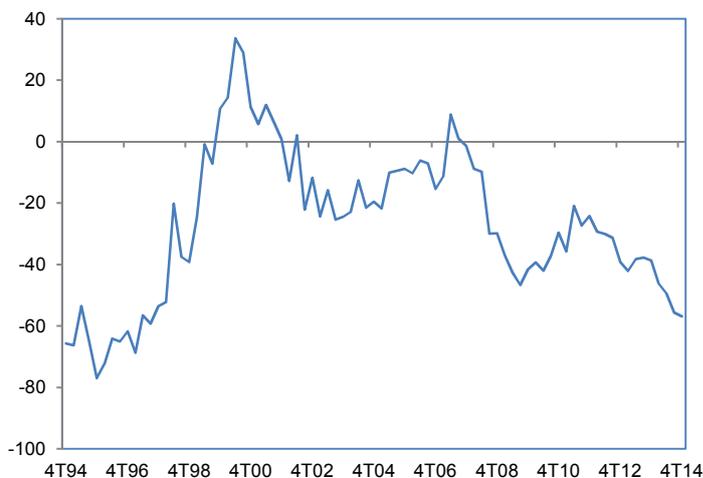


## 2- Les carnets de commandes

### 2-1 Comment se situe votre carnet de commandes pour cette période de l'année ?

	supérieur à la normale	inférieur à la normale	écart
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>6</b>	<b>45</b>	<b>-39</b>
1er trimestre 2013	4	47	-43
2e trimestre 2013	6	44	-38
3e trimestre 2013	6	44	-38
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>6</b>	<b>45</b>	<b>-39</b>
1er trimestre 2014	4	51	-47
2e trimestre 2014	4	53	-49
3e trimestre 2014	2	58	-56
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>5</b>	<b>61</b>	<b>-56</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



### 2-2 Nombre de mois de travail assurés par votre carnet actuel avec une utilisation à plein temps des effectifs

De par sa définition, trois variables influencent l'évolution du carnet de commandes : le stock de commandes, les effectifs et le chiffre d'affaires.

	Grandes entreprises	Moyennes entreprises	Petites entreprises	Ensemble du Bâtiment
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>9,0</b>	<b>5,0</b>	<b>3,2</b>	<b>5,6</b>
1er trimestre 2013	8,8	5,1	3,8	5,8
2e trimestre 2013	9,3	5,2	4,1	6,1
3e trimestre 2013	9,0	5,0	4,0	5,9
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>8,7</b>	<b>4,6</b>	<b>3,5</b>	<b>5,5</b>
1er trimestre 2014	8,8	4,7	3,5	5,6
2e trimestre 2014	9,2	4,4	3,7	5,7
3e trimestre 2014	8,8	4,6	3,6	5,6
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>7,5</b>	<b>4,3</b>	<b>3,4</b>	<b>5,0</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

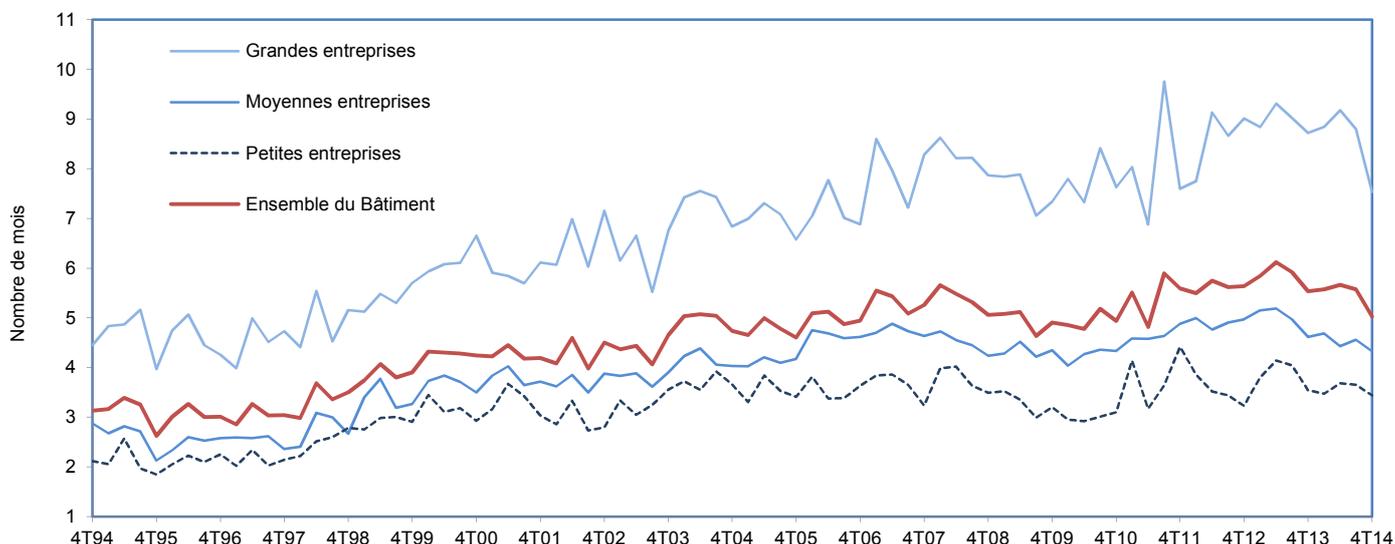
**Le carnet de commandes moyen baisse de -0,6 mois pour s'établir à 5 mois.** Il est inférieur à sa moyenne sur 10 ans (5,1 mois) pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2011.

Par taille d'entreprise, le carnet de commandes moyen varie de 3,4 mois pour les petites à 7,5 mois pour les grandes. Par corps d'état, il varie de 2,3 mois dans le Bois à 6 mois dans le Gros Œuvre.

45% (+3 points) des entreprises ont un carnet de commandes inférieur ou égal à 2 mois.

61% (+3 points) des entrepreneurs jugent que leur carnet de commandes est inférieur à la normale. Cette part a progressé de 16 points en un an.

Graphique 5 : évolution du carnet de commandes par taille d'entreprise



### 3- La capacité de production des entreprises

#### 3-1 Existe-t-il des obstacles à l'accroissement de votre activité ?

(en %)	oui	non
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>66</b>	<b>34</b>
1er trimestre 2013	69	31
2e trimestre 2013	69	31
3e trimestre 2013	63	37
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>65</b>	<b>35</b>
1er trimestre 2014	67	33
2e trimestre 2014	64	36
3e trimestre 2014	67	33
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>69</b>	<b>31</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

L'activité est contrainte pour **69% des entreprises** (+2 points par rapport au trimestre précédent et +4 points par rapport au quatrième trimestre 2014). Ce niveau est supérieur à la moyenne sur 10 ans (64%).

Le principal obstacle rencontré par les entreprises dont l'activité est contrainte reste la demande insuffisante. Ce facteur est cité par 75% d'entre elles (+8 points par rapport au quatrième trimestre 2013).

Les contraintes financières sont citées par 25% d'entre elles, niveau supérieur à la moyenne de longue période (17%). Depuis la forte progression observée au quatrième trimestre 2011, les contraintes financières se sont installées comme une préoccupation majeure des chefs d'entreprise du Bâtiment d'Ile-de-France.

L'insuffisance de personnel est citée par 14% (-9 points sur un an) d'entre elles, niveau nettement inférieur à la moyenne sur 10 ans (47%).

#### 3-2 Quels sont les obstacles à l'accroissement de l'activité des entreprises ?

(en %)	demande insuffisante	conditions climatiques défavorables	insuffisance de personnel	insuffisance équipement et matériel	contraintes financières	difficultés d'approvisionnement
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>64</b>	<b>6</b>	<b>29</b>	<b>2</b>	<b>27</b>	<b>4</b>
1er trimestre 2013	67	14	27	1	26	2
2e trimestre 2013	62	12	27	2	29	4
3e trimestre 2013	62	5	28	1	28	3
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>67</b>	<b>6</b>	<b>23</b>	<b>2</b>	<b>23</b>	<b>6</b>
1er trimestre 2014	71	4	22	1	22	4
2e trimestre 2014	67	1	19	1	25	3
3e trimestre 2014	71	2	15	1	25	3
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>75</b>	<b>4</b>	<b>14</b>	<b>2</b>	<b>25</b>	<b>4</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

NB : total supérieur à 100%, car plusieurs réponses sont possibles à cette question.

#### 3-3 Si vous receviez plus de commandes, pourriez-vous accroître votre production avec vos moyens actuels ?

→ opinion des entrepreneurs

(en %)	oui	non
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>71</b>	<b>29</b>
1er trimestre 2013	78	22
2e trimestre 2013	75	25
3e trimestre 2013	70	30
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>70</b>	<b>30</b>
1er trimestre 2014	76	24
2e trimestre 2014	77	23
3e trimestre 2014	79	21
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>84</b>	<b>16</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ si oui, de combien ?

(en %)	ensemble bâtiment	Gros Œuvre	Autres corps d'état
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>20,6</b>	<b>21,9</b>	<b>20,1</b>
1er trimestre 2013	21,0	21,5	20,7
2e trimestre 2013	19,4	18,3	19,9
3e trimestre 2013	20,5	20,8	20,4
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>21,4</b>	<b>24,1</b>	<b>20,1</b>
1er trimestre 2014	21,2	24,1	19,9
2e trimestre 2014	19,7	20,3	19,4
3e trimestre 2014	21,4	25,5	19,4
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>21,2</b>	<b>26,5</b>	<b>18,7</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

## 4- La situation financière des entreprises

### 4-1 Quelle est votre situation financière par rapport à la période précédente ? (ensemble du Bâtiment)

(en %)	meilleure	plus mauvaise	écart
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>8</b>	<b>31</b>	<b>-23</b>
1er trimestre 2013	5	32	-27
2e trimestre 2013	7	33	-26
3e trimestre 2013	4	33	-29
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>12</b>	<b>24</b>	<b>-12</b>
1er trimestre 2014	8	32	-24
2e trimestre 2014	4	28	-24
3e trimestre 2014	6	28	-22
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>9</b>	<b>28</b>	<b>-19</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

**La situation financière des entreprises est préoccupante.**

La légère amélioration de la situation financière constatée (solde d'opinion en hausse de 3 points) est une variation saisonnière. A -19, le solde d'opinion reste inférieur de 6 points à sa moyenne sur 10 ans.

La situation financière des entreprises est dégradée en raison du défaut de paiement des clients, du ralentissement de l'activité et des prix anormalement bas (*source enquête complémentaire*).

### 4-2 Evolution des délais de paiement par type de clientèle

(en %)	ensemble de la clientèle			clientèle publique			clientèle privée		
	se raccourcir	se rallonger	écart	se raccourcir	se rallonger	écart	se raccourcir	se rallonger	écart
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>3</b>	<b>40</b>	<b>-37</b>	<b>4</b>	<b>40</b>	<b>-36</b>	<b>2</b>	<b>40</b>	<b>-38</b>
1er trimestre 2013	1	45	-44	1	46	-45	1	46	-45
2e trimestre 2013	1	45	-44	1	44	-43	1	45	-44
3e trimestre 2013	1	46	-45	1	44	-43	1	43	-42
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>3</b>	<b>41</b>	<b>-38</b>	<b>2</b>	<b>39</b>	<b>-37</b>	<b>3</b>	<b>42</b>	<b>-39</b>
1er trimestre 2014	1	43	-42	1	46	-45	4	39	-35
2e trimestre 2014	0	45	-45	2	49	-47	0	46	-46
3e trimestre 2014	0	44	-44	0	46	-46	1	45	-44
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>2</b>	<b>46</b>	<b>-44</b>	<b>2</b>	<b>48</b>	<b>-46</b>	<b>2</b>	<b>43</b>	<b>-41</b>

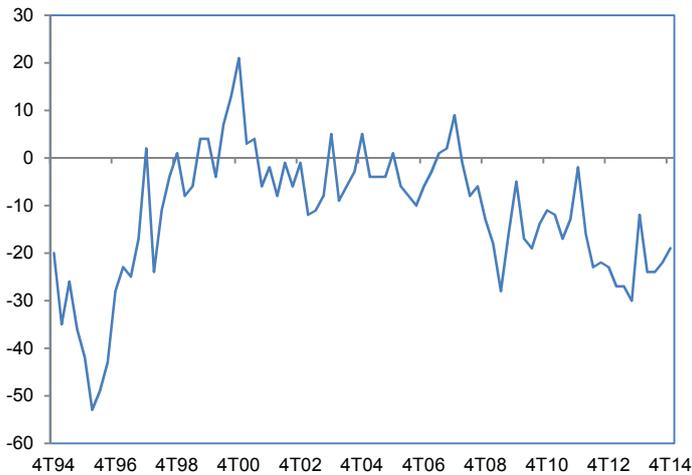
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

### 4-3 Evolution des retards de paiement par type de clientèle

(en %)	ensemble de la clientèle			clientèle publique			clientèle privée		
	diminuer	augmenter	écart	diminuer	augmenter	écart	diminuer	augmenter	écart
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>3</b>	<b>44</b>	<b>-41</b>	<b>4</b>	<b>40</b>	<b>-36</b>	<b>3</b>	<b>44</b>	<b>-41</b>
1er trimestre 2013	2	45	-43	1	39	-38	2	43	-41
2e trimestre 2013	2	50	-48	3	45	-42	3	47	-44
3e trimestre 2013	2	50	-48	1	43	-42	2	48	-46
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>4</b>	<b>50</b>	<b>-46</b>	<b>3</b>	<b>38</b>	<b>-35</b>	<b>4</b>	<b>50</b>	<b>-46</b>
1er trimestre 2014	7	48	-41	6	46	-40	6	40	-34
2e trimestre 2014	5	45	-40	3	43	-40	2	46	-44
3e trimestre 2014	5	47	-42	4	37	-33	5	53	-48
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>8</b>	<b>46</b>	<b>-38</b>	<b>6</b>	<b>46</b>	<b>-40</b>	<b>7</b>	<b>43</b>	<b>-36</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

→ Situation financière des entreprises (ensemble du Bâtiment)

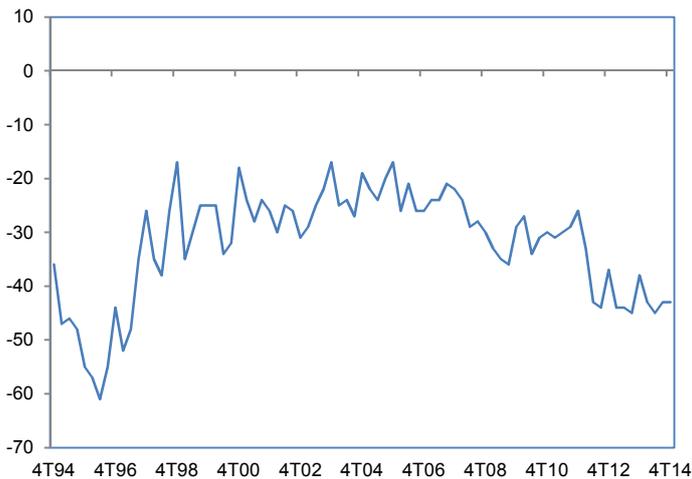


46% des chefs d'entreprise estiment que les **délais de paiement** se sont allongés par rapport au trimestre précédent. 48% (+2 points) des chefs d'entreprise constatent cette évolution avec **leur clientèle publique** et 43% (-2 points) avec **leur clientèle privée**.

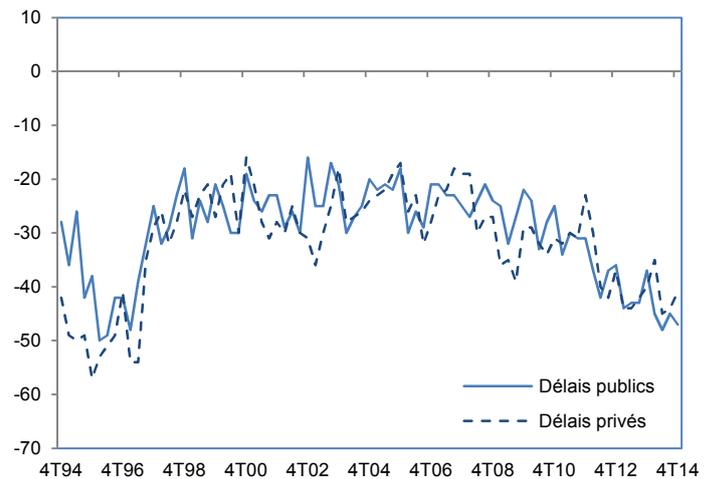
**Concernant les retards de paiement**, il faut noter la forte augmentation de la part des entreprises qui constatent des retards de paiement avec **leur clientèle publique** (solde en baisse de 7 points).

Les différentes enquêtes disponibles montrent que les entreprises doivent faire face à une combinaison de risques dont notamment : l'augmentation des délais de paiement clients, le raccourcissement des délais de paiement fournisseurs, la difficulté d'accès au crédit bancaire et un niveau de marges extrêmement bas.

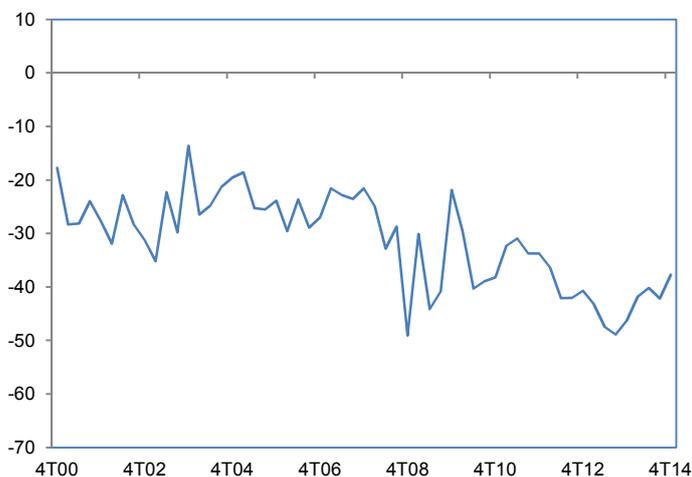
→ Evolution du solde d'opinion concernant :  
les délais de paiement de l'ensemble de la clientèle



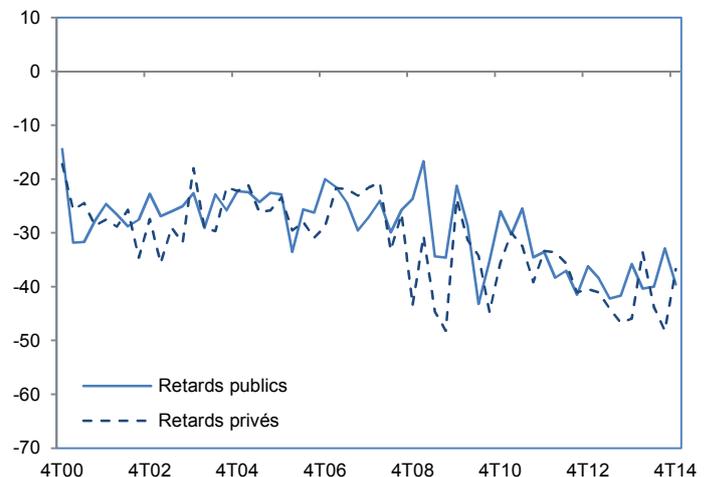
→ Evolution des soldes d'opinion concernant :  
les délais de paiement par type de clientèle



→ Evolution du solde d'opinion concernant :  
les retards de paiement de l'ensemble de la clientèle



→ Evolution des soldes d'opinion concernant :  
les retards de paiement par type de clientèle



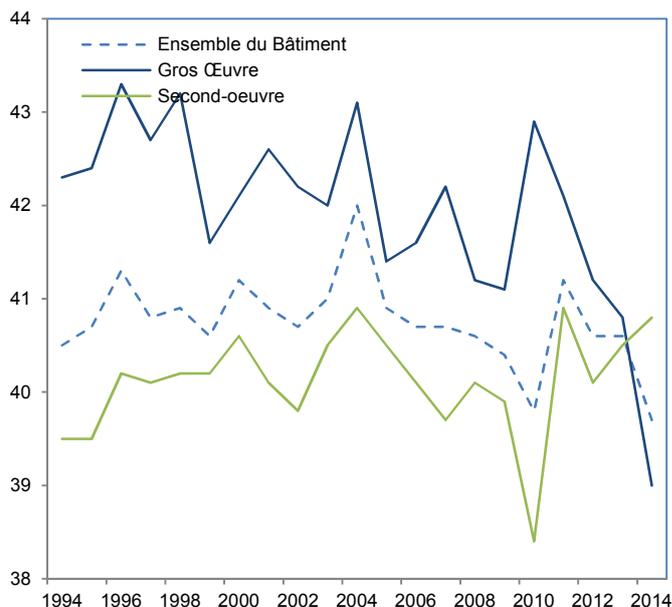
## 5- L'emploi

### 5-1 Quel est l'âge moyen de votre personnel ?

(en %)	Ensemble du Bâtiment	Gros Œuvre	Autres corps d'état
2009	40,4	41,1	39,9
2010	39,8	42,9	38,4
2011	41,2	42,1	40,9
2012	40,6	41,2	40,1
2013	40,6	40,8	40,5
<b>2014</b>	<b>39,7</b>	<b>39,0</b>	<b>40,8</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

L'âge moyen du personnel des entreprises ayant répondu à l'enquête de conjoncture est de 39,7 ans (-0,9 an par rapport à 2013). L'âge moyen dans le Gros Œuvre est de 39 ans (-1,8 an par rapport à 2013) contre 40,8 ans dans les autres corps d'état (+0,3 an par rapport à 2013). Pour la première fois, l'âge moyen du personnel des entreprises du Gros Œuvre est moins élevé que celui des autres corps d'état.

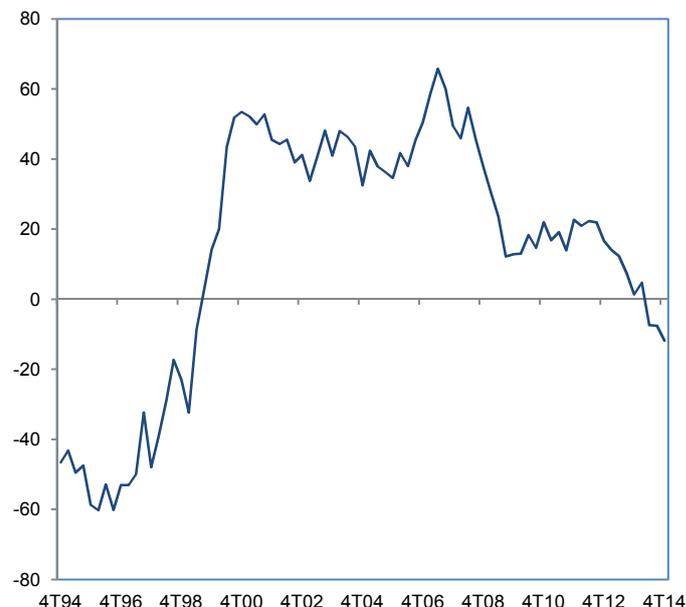


### 5-2 Ecrivez-vous des difficultés de recrutement ?

(en %)	oui	non	écart
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>58</b>	<b>42</b>	<b>+16</b>
1er trimestre 2013	57	43	+14
2e trimestre 2013	56	44	+12
3e trimestre 2013	54	46	+8
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>51</b>	<b>49</b>	<b>+2</b>
1er trimestre 2014	52	48	+4
2e trimestre 2014	46	54	-8
3e trimestre 2014	46	54	-8
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>44</b>	<b>56</b>	<b>-12</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

44% des chefs d'entreprises éprouvent des **difficultés de recrutement**, niveau inférieur de 19 points à la moyenne sur 10 ans. Dans le contexte actuel, marqué par la faiblesse de l'activité, la part des entreprises confrontées à une insuffisance de personnel est faible ce qui diminue les besoins en recrutement.



### 5-3 Pour quel type de personnel éprouvez-vous des difficultés de recrutement ?

(en %)	ouvriers d'exécution	ouvriers professionnels	ETAM	cadres
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>3</b>	<b>33</b>	<b>64</b>	<b>40</b>
1er trimestre 2014	6	34	57	46
2e trimestre 2014	3	33	50	46
3e trimestre 2014	4	24	44	40
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>4</b>	<b>22</b>	<b>47</b>	<b>36</b>

NB : total supérieur à 100%, car plusieurs réponses sont possibles à cette question.

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

Pour les entreprises qui rencontrent des difficultés de recrutement (44% des entreprises), le point noir reste le recrutement d'ETAM. Suivent le recrutement de cadres et d'ouvriers professionnels. En effet :

- 47% de ces entreprises signalent des difficultés à recruter des ETAM (-17 points sur un an),
- 36% de ces entreprises signalent des difficultés à recruter des cadres (-4 points sur un an),
- 22% de ces entreprises signalent des difficultés à recruter des ouvriers professionnels (-11 point sur un an).

#### 5-4 Formez-vous des apprentis ?

(en %)	oui	non
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>71</b>	<b>29</b>
1er trimestre 2013	70	30
2e trimestre 2013	69	31
3e trimestre 2013	67	33
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>69</b>	<b>31</b>
1er trimestre 2014	67	33
2e trimestre 2014	66	34
3e trimestre 2014	67	33
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>70</b>	<b>30</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

70% des chefs d'entreprise du Bâtiment en Ile-de-France **forment des apprentis**. Ce taux, très élevé, s'explique par l'implication forte des chefs d'entreprise du Bâtiment dans la transmission du savoir.

Après s'être fortement accéléré au troisième trimestre, **le rythme des destructions d'emploi** s'est stabilisé au quatrième trimestre. Le solde d'opinion s'établit à -20, niveau stable. C'est le **niveau le plus bas enregistré depuis le premier trimestre 1998**.

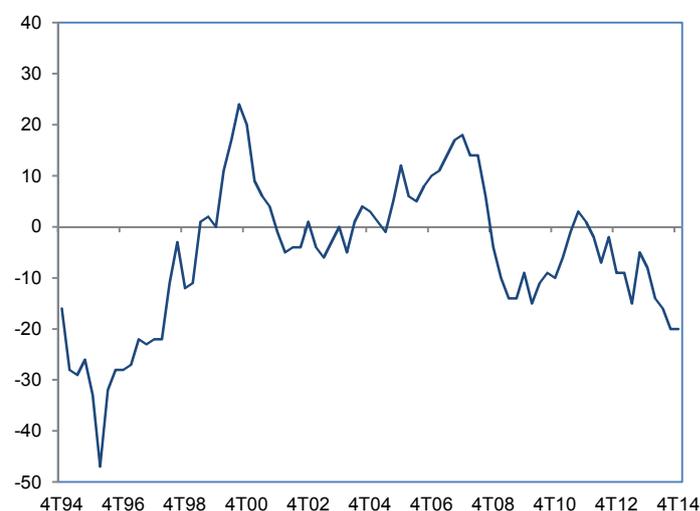
Le solde d'opinion relatif aux **perspectives d'emploi** a perdu 19 points entre le premier et le quatrième trimestre 2014. Il s'établit à -23, **niveau le plus bas enregistré depuis le troisième trimestre 1997**.

On remarque que les perspectives d'emploi réagissent très fortement à l'évolution des perspectives d'activité, que ce soit à la hausse ou à la baisse, ce qui souligne la baisse des marges de manœuvre des entreprises. Celles-ci ont, jusqu'à présent, démontré leur volonté de maintenir l'outil de production malgré une activité en baisse et des contraintes financières en hausse depuis plus de 2 ans.

#### 5-5 Comment ont évolué vos effectifs totaux (salariés ou non) ces trois derniers mois ?

(en %)	en hausse	stable	en baisse	écart
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>13</b>	<b>65</b>	<b>22</b>	<b>-9</b>
1er trimestre 2013	11	69	20	-9
2e trimestre 2013	8	69	23	-15
3e trimestre 2013	14	67	19	-5
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>12</b>	<b>68</b>	<b>20</b>	<b>-8</b>
1er trimestre 2014	10	66	24	-14
2e trimestre 2014	10	64	26	-16
3e trimestre 2014	8	64	28	-20
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>8</b>	<b>64</b>	<b>28</b>	<b>-20</b>

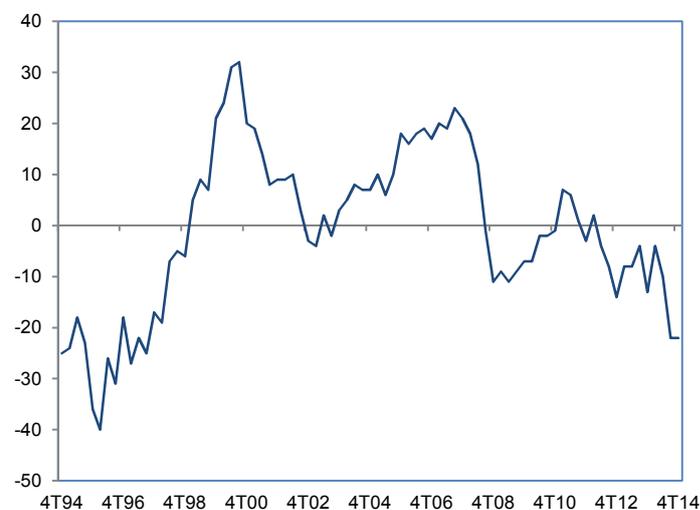
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



#### 5-6 Comment vont évoluer vos effectifs totaux (salariés ou non) ces trois prochains mois ?

(en %)	en hausse	stable	en baisse	écart
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>8</b>	<b>71</b>	<b>21</b>	<b>-13</b>
1er trimestre 2013	10	72	18	-8
2e trimestre 2013	9	75	16	-7
3e trimestre 2013	11	74	15	-4
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>7</b>	<b>73</b>	<b>20</b>	<b>-13</b>
1er trimestre 2014	9	78	13	-4
2e trimestre 2014	8	74	18	-10
3e trimestre 2014	6	66	28	-22
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>4</b>	<b>69</b>	<b>27</b>	<b>-23</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



## 6- Les investissements des entreprises

### 6-1 Avez-vous effectué des investissements ?

(en %)	Ensemble du Bâtiment			Gros Œuvre			Autres corps d'état		
	oui	non	écart	oui	non	écart	oui	non	écart
2007	52	48	+4	60	40	+20	48	52	-4
2008	51	49	+2	62	38	+24	46	54	-8
2009	55	45	+9	60	40	+21	52	48	+4
2010	52	48	+10	57	43	+20	50	50	0
2011	49	51	-2	53	47	+6	47	53	-6
2012	50	50	0	61	39	+22	45	55	-10
<b>2013</b>	<b>49</b>	<b>51</b>	<b>-1</b>	<b>56</b>	<b>44</b>	<b>+12</b>	<b>46</b>	<b>54</b>	<b>-8</b>

NB : Indicateur élaboré chaque année au premier trimestre pour l'année écoulée

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

### 6-2 Quelle est l'objectif de vos investissements ?

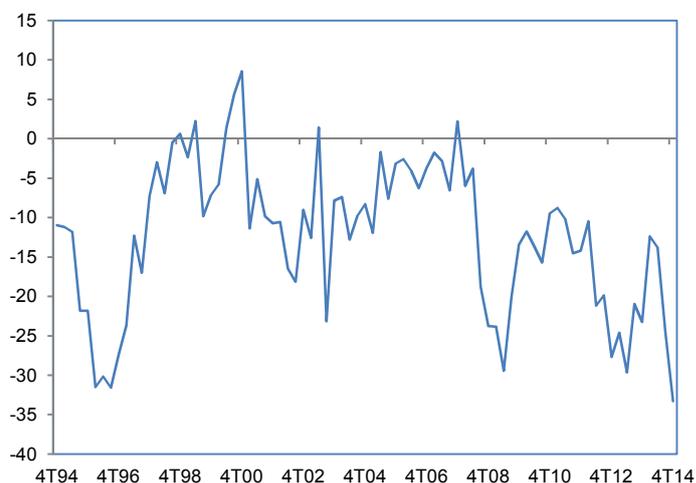
(en %)	Ensemble du Bâtiment		Gros Œuvre		Autres corps d'état	
	renouvellement	extension de capacité	renouvellement	extension de capacité	renouvellement	extension de capacité
2007	69,3	30,7	69,2	30,8	69,5	30,5
2008	80,0	20,0	82,6	17,4	79,0	21,0
2009	80,8	19,2	81,9	18,1	80,3	19,7
2010	81,4	18,6	80,7	19,3	81,7	18,3
2011	79,8	20,2	78,8	21,2	80,2	19,8
2012	79,2	20,8	80,0	20,0	78,8	21,2
<b>2013</b>	<b>78,2</b>	<b>21,8</b>	<b>79,7</b>	<b>20,3</b>	<b>77,4</b>	<b>22,6</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

### 6-3 Comment estimez-vous le niveau de vos dépenses d'investissement par rapport à l'année précédente ?

(en %)	en hausse	en baisse	écart
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>5</b>	<b>33</b>	<b>-28</b>
1er trimestre 2013	9	33	-24
2e trimestre 2013	10	39	-29
3e trimestre 2013	8	29	-21
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>9</b>	<b>33</b>	<b>-24</b>
1er trimestre 2014	14	26	-12
2e trimestre 2014	14	28	-14
3e trimestre 2014	8	32	-24
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>7</b>	<b>40</b>	<b>-33</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



49% des entreprises ont déclaré avoir réalisé des investissements en 2013. Il faut noter que ce niveau est stable depuis 2011 mais il est inférieur de 3 points au niveau observé avant la crise de 2007. 21,8% de leurs investissements ont été consacrés aux extensions de capacité (contre 30,7% avant la crise de 2007).

Par corps d'état, la part des entreprises de Gros Œuvre qui ont déclaré avoir fait des investissements au cours de l'année précédente baisse de 5 points. La part de leurs investissements consacrés aux extensions de capacité est stable (20,3%). Dans les autres corps d'état, 22,6% des investissements sont consacrés aux extensions de capacité (+1,4 point).

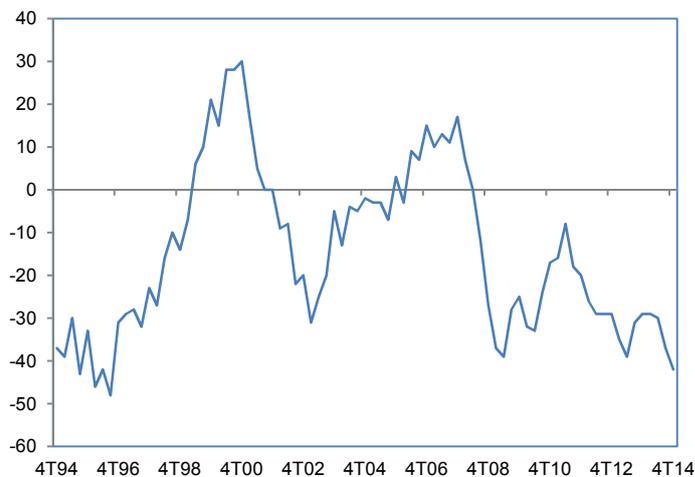
Les réponses au questionnaire de l'enquête du quatrième trimestre permettent de connaître les anticipations d'investissement des chefs d'entreprises pour l'année à venir. Pour 2015, la proportion des chefs d'entreprise qui estiment que **leur capacité d'investissement** sera réduite par rapport au niveau atteint en 2014 atteint 40%. Cette part progresse de 7 points par rapport aux résultats de l'enquête du quatrième trimestre 2013 (anticipations d'investissement pour 2014). Elle est au plus haut depuis plus de 20 ans. Ce niveau reflète l'attentisme des chefs d'entreprise qui, au regard de leurs perspectives d'activité, ne peuvent pas investir.

## 7- Les Prix

→ opinion sur l'évolution des prix sur l'ensemble des marchés du bâtiment dans les trois prochains mois (en %)

(en %)	en hausse	en baisse	écart
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>5</b>	<b>34</b>	<b>-29</b>
1er trimestre 2013	2	37	-35
2e trimestre 2013	3	41	-38
3e trimestre 2013	4	35	-31
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>5</b>	<b>35</b>	<b>-30</b>
1er trimestre 2014	6	34	-28
2e trimestre 2014	2	32	-30
3e trimestre 2014	3	39	-36
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>4</b>	<b>46</b>	<b>-42</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



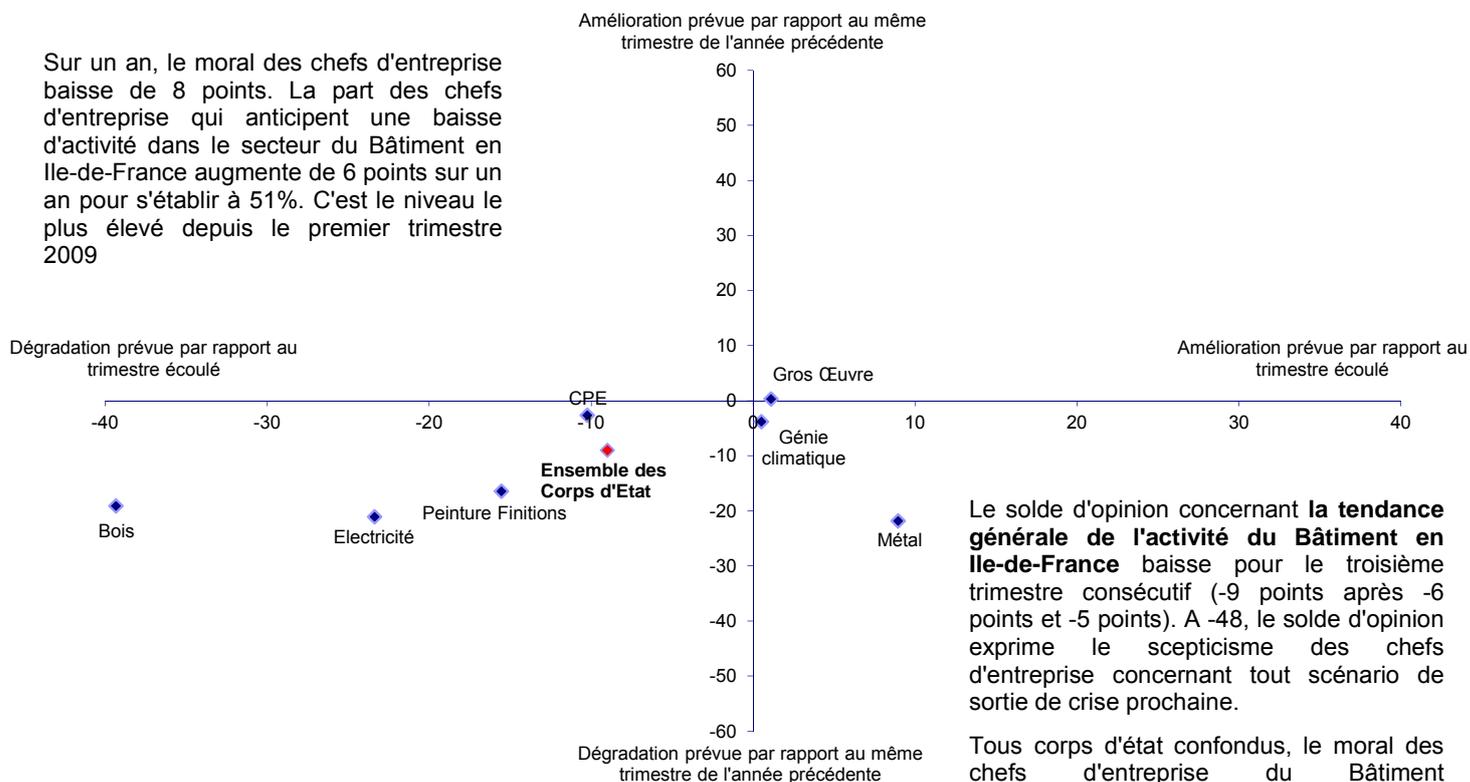
Les prix sont attendus en baisse pour le premier trimestre 2015 par 46% des sondés (+7 points par rapport au trimestre précédent). Seuls 4% des chefs d'entreprise anticipent une hausse des prix. Le solde d'opinion perd 6 points et s'établit à -42, niveau nettement inférieur à la moyenne sur 10 ans (-13). Le corps d'état le plus touché est l'Electricité. Il est suivi par la Métallerie.

Le maintien des prix à des niveaux anormalement bas renforce les difficultés financières des entreprises déjà affectées par les délais et les retards de paiement. Les prix trop bas et la concurrence déloyale sont donc une préoccupation majeure des chefs d'entreprise.

## 8- La tendance générale du bâtiment

### 8-1 La tendance générale prévue du Bâtiment en Ile-de-France

Sur un an, le moral des chefs d'entreprise baisse de 8 points. La part des chefs d'entreprise qui anticipent une baisse d'activité dans le secteur du Bâtiment en Ile-de-France augmente de 6 points sur un an pour s'établir à 51%. C'est le niveau le plus élevé depuis le premier trimestre 2009



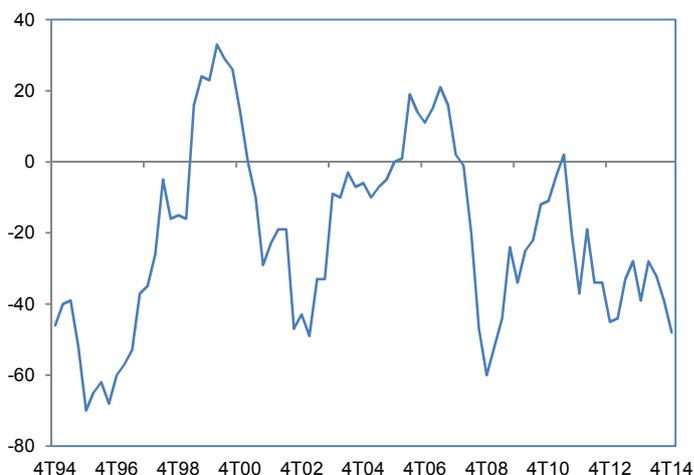
Le solde d'opinion concernant **la tendance générale de l'activité du Bâtiment en Ile-de-France** baisse pour le troisième trimestre consécutif (-9 points après -6 points et -5 points). A -48, le solde d'opinion exprime le scepticisme des chefs d'entreprise concernant tout scénario de sortie de crise prochaine.

Tous corps d'état confondus, le moral des chefs d'entreprise du Bâtiment d'Ile-de-France est nettement inférieur à la moyenne sur 10 ans (-16).

## 8-2 Quelle évolution de l'activité vous paraît la plus probable dans les trois prochains mois pour l'ensemble de l'industrie du bâtiment ?

(en %)	en hausse	stable	en baisse	écart
<b>4e trimestre 2012</b>	<b>2</b>	<b>51</b>	<b>47</b>	<b>-45</b>
1er trimestre 2013	4	47	49	-45
2e trimestre 2013	6	55	39	-33
3e trimestre 2013	7	59	34	-27
<b>4e trimestre 2013</b>	<b>5</b>	<b>50</b>	<b>45</b>	<b>-40</b>
1er trimestre 2014	6	60	34	-28
2e trimestre 2014	4	59	37	-33
3e trimestre 2014	5	51	44	-39
<b>4e trimestre 2014</b>	<b>3</b>	<b>46</b>	<b>51</b>	<b>-48</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE



51% des chefs d'entreprise anticipent une dégradation du climat des affaires dans le Bâtiment en Ile-de-France au premier trimestre 2015. Cette part augmente pour le troisième trimestre consécutif (+7 points, après +7 points et +3 points). Entre l'enquête du premier et celle du quatrième trimestre 2014, cette part a progressé de 16 points.

La part des chefs d'entreprise qui redoutent une baisse d'activité est supérieure de 24 points à sa moyenne sur 10 ans (27%).

Retard sur le Grand Paris, mise en place de la Métropole, mise en place chaotique du RGE et conséquences de la loi ALUR sont autant d'incertitudes qui s'ajoutent à une conjoncture particulièrement difficile depuis plus de 3 ans. Notre économie est minée par l'instabilité fiscale et juridique et le poids excessif des normes. La simplification engagée au niveau national est positive. Le mouvement doit s'accélérer pour obtenir rapidement des résultats concrets.

## 8-3 Opinion par corps d'état concernant l'évolution la plus probable de l'activité dans les trois prochains mois pour l'ensemble de l'industrie du Bâtiment

(en %)	Ensemble du Bâtiment	Gros Œuvre	Menuiserie Bois	Couverture Plomberie Etanchéité	Métallerie	Génie Climatique Isolation	Peinture Finitions	Electricité
<b>Au 4e trimestre 2014</b>								
En hausse	3	4	0	3	5	3	0	3
stable	46	49	29	44	38	60	43	38
En baisse	51	47	71	53	57	37	57	59
<b>écarts</b>	<b>-48</b>	<b>-43</b>	<b>-71</b>	<b>-50</b>	<b>-52</b>	<b>-34</b>	<b>-57</b>	<b>-56</b>

Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

### Au 4e trimestre 2013

En hausse	5	3	1	3	3	10	5	9
stable	50	52	45	47	63	49	50	47
En baisse	45	45	54	50	34	41	45	44
<b>écarts</b>	<b>-40</b>	<b>-42</b>	<b>-53</b>	<b>-47</b>	<b>-31</b>	<b>-31</b>	<b>-40</b>	<b>-35</b>

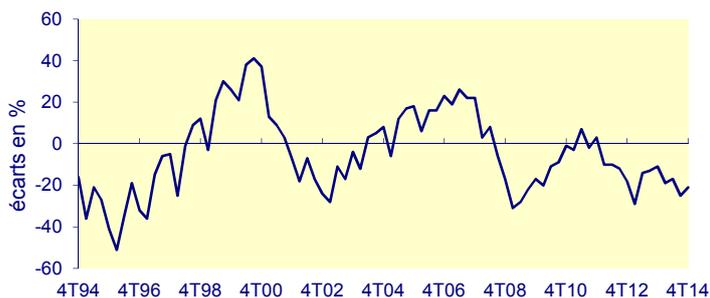
Source : FFB Grand Paris - DAEJ - SE

Les soldes d'opinion concernant la tendance générale du Bâtiment en Ile-de-France sont négatifs quel que soit le corps d'état considéré. Ainsi, la part des chefs d'entreprise qui redoutent une baisse de l'activité du Bâtiment en Ile-de-France est-elle supérieure à la moyenne sur 10 ans dans l'ensemble des corps d'état. Les chefs d'entreprise sont globalement plus pessimistes sur les perspectives du secteur que sur les perspectives de leur entreprise.

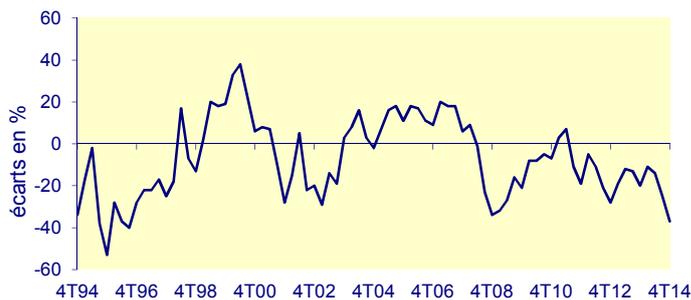
Les soldes d'opinion des chefs d'entreprise concernant la tendance générale se dégradent par rapport aux résultats de l'enquête du quatrième trimestre 2013 dans l'ensemble des corps d'état à l'exception du Gros Œuvre dans lequel il est stable. Le Métal enregistre la plus forte baisse (-21 points), à égalité avec l'Electricité (-21 points).

# Opinion des chefs d'entreprise sur ...

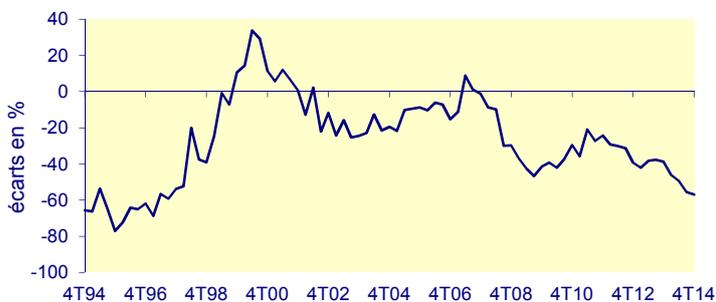
## Activité passée



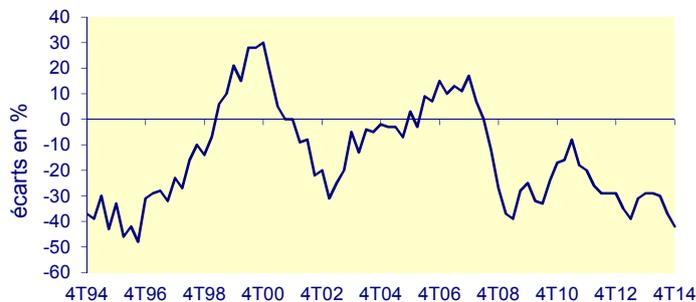
## Activité prévue



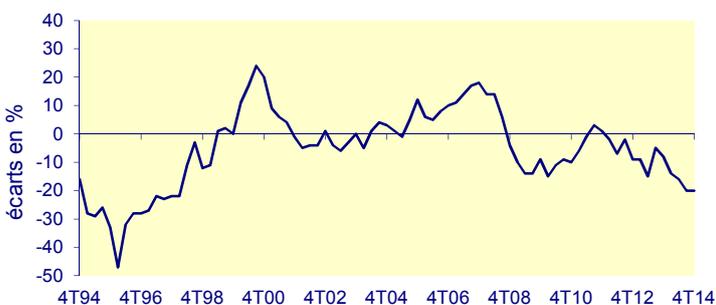
## Carnets de commandes



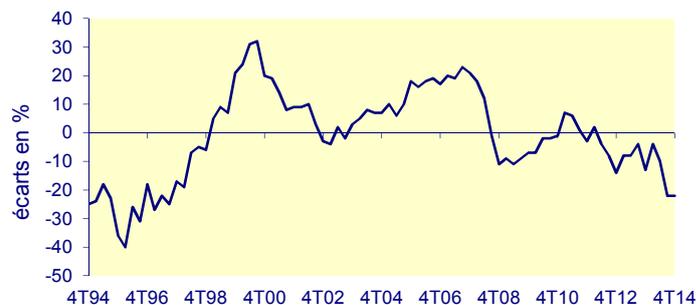
## Prix



## Effectifs passés



## Effectifs prévus



## Climat général

